



Rapport d'activité 2017



Rédaction

Alessandra Incerti, Barbara Lefebvre, Bashir Murad, Candice Eyraud,
Chloé Mermet-Burnet, Coralie Bouloiseau, Eric Martin, Gabriel Mouche, Gaël Conan,
Ivan Deret, Julie Bouvier, Juliette Bardon, Laura Chouteau, Lélia Tawfik,
Lucie Mérian, Milena Verot, Roni Musa, Thomas Boudant, Véronique Mondon

Iconographie

Page de couverture

Accompagnement multisectoriel à l'insertion et à l'autonomisation progressive
des réfugiés soudanais, Ouaka, RCA © Thomas Boudant/TGH

Page 2

Activités récréatives avec les enfants d'un camp de réfugiés,
Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno

Page 3

Maraude des enfants des rues, Bangui, RCA © TGH

Page 5

En haut : Camp de réfugiés, Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno

En bas à gauche : Formation alphabétisation, Birao, RCA, © TGH

En bas à droite : Récolte de riz, Etat du Chin, Birmanie, © TGH

Page 7

En haut à gauche : Mise en place d'un forage, Vakaga, RCA © TGH

En haut à droite : Activités récréatives avec les enfants d'un camp
de réfugiés, Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno

En bas à gauche : Formation couture, Maison Préfectorale
de la Femme, Birao, Vakaga, RCA, © TGH

En bas à droite : Formation hygiène dans les écoles,
village de Bualapha, Laos © Amandine Arduin/TGH

Page 51

En haut à gauche : première : Fourniture de matériel
pour les activités en EHA, Bambari, RCA © TGH

deuxième : Visite des travailleurs sociaux dans un camp
de réfugiés, Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno

En haut à droite : Camp de réfugiés, Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno

En bas à gauche : Réponse d'urgence en eau, hygiène et assainissement
pour les populations affectées par la crise humanitaire,
Ouaka, République centrafricaine © TGH

En bas à droite : Séance de sensibilisation à l'école Dastan, Erbil,
Kurdistan Irakien, © Juliette Adolphe/TGH

Page 52

© Régis Dondain

© Frédéric Crousaz

4^{ème} de couverture

Visite des travailleurs sociaux dans un camp de réfugiés,
Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno

Relecture

Nadine Michelin
nadine.scarabeo@gmail.com
<https://scarabeo.fr/>

Traduction

Anouk Mateo
anouk.mateo.pro@gmail.com
<http://www.annlou-traduction.com/>

Conception Graphique

Nathalie Navarre
n.navarre@wanadoo.fr

Impression

Imprimerie Fouquet Simonet
18 Avenue de Chantereine
38300 Bourgoin-Jallieu
www.fouquetsimonet.fr

Ce rapport est imprimé
sur papier 100% recyclé
avec des encres à base végétale
par une entreprise Imprim'Vert



Éditorial

Humanité - Impartialité - Neutralité - Indépendance

Ces principes fondamentaux gouvernent l'action humanitaire et au premier chef l'acteur qui les met en œuvre. Ils doivent encadrer les programmes de secours et de protection de populations touchées par les conflits et les catastrophes naturelles partout dans le monde. Ils distinguent la réponse humanitaire des autres formes d'aide, et trouvent leur source à la conjonction de l'humanisme et de la philanthropie. Ils se fondent sur l'expérience acquise dans la pratique de terrain sur plus d'un siècle de développement de l'action humanitaire moderne. Ils sont la boussole des acteurs humanitaires lors de choix difficiles, par exemple lorsque les besoins élémentaires ne peuvent être entièrement couverts par manque de financements ou que la sécurité des travailleurs humanitaires se mesure à l'accès aux populations.

L'absence d'un seul de ces principes déséquilibre l'ensemble de l'action. Si la solidarité se manifeste - pour des raisons politiques, ethniques ou religieuses - vers un groupe particulier de bénéficiaires, elle sera perçue avec hostilité par le reste de la population. Si le comportement de certains acteurs humanitaires déroge à ces principes, tous seront perçus avec méfiance, comme l'ont prouvé les récents scandales mettant en lumière les abus infligés aux communautés défavorisées par ceux venu leur porter secours. Pourtant, le droit international peut autoriser la contrainte militaire pour intervenir sur le territoire d'un État quand il s'agit d'empêcher une catastrophe humanitaire. Les lignes définissant les actions de solidarité sont alors brouillées et les ONG recevant de l'argent public pour leur travail sur ces terrains en subissent les conséquences.

Triangle Génération Humanitaire est constamment en prise avec ces réalités, et doit quotidiennement s'assurer que le respect de ces principes est visible dans son action, que ce soit en République Centrafricaine au cœur des tensions entre communautés ou en Syrie gouvernementale en intervenant avec le Croissant Rouge Syrien auprès des populations victimes de la guerre, sans distinction d'appartenance politique.

Dans les communautés déstructurées où la guerre et ses conséquences conduisent aux pires extrémités, les principes fondamentaux de l'action humanitaire restent le dernier cadre dans lequel l'humanité peut encore s'exprimer.

■ **Christian Lombard & Patrick Verbruggen / directeurs**

“ Acteurs d’une solidarité durable et partagée ”





Sommaire

2017 en quelques mots et chiffres clés	4
Les départements techniques	5
Nos programmes	7
Algérie	8
Birmanie	12
Corée du Nord	16
Irak et Kurdistan irakien	21
Laos	25
Népal	28
République Centrafricaine	31
République du Congo	37
Soudan	39
Timor Leste	43
Ukraine	46
Les perspectives 2018	48
L'expertise de partenaires privés au service de projets humanitaires	49
Cafés humanitaires	50
Les ressources humaines au 31 décembre 2017	51
Origine et affectation des ressources	54
Bilan et compte de résultat	55

“ 2017, en quelques mots et chiffres clés ”

120 salariés* de droit français, dont **100 expatriés**

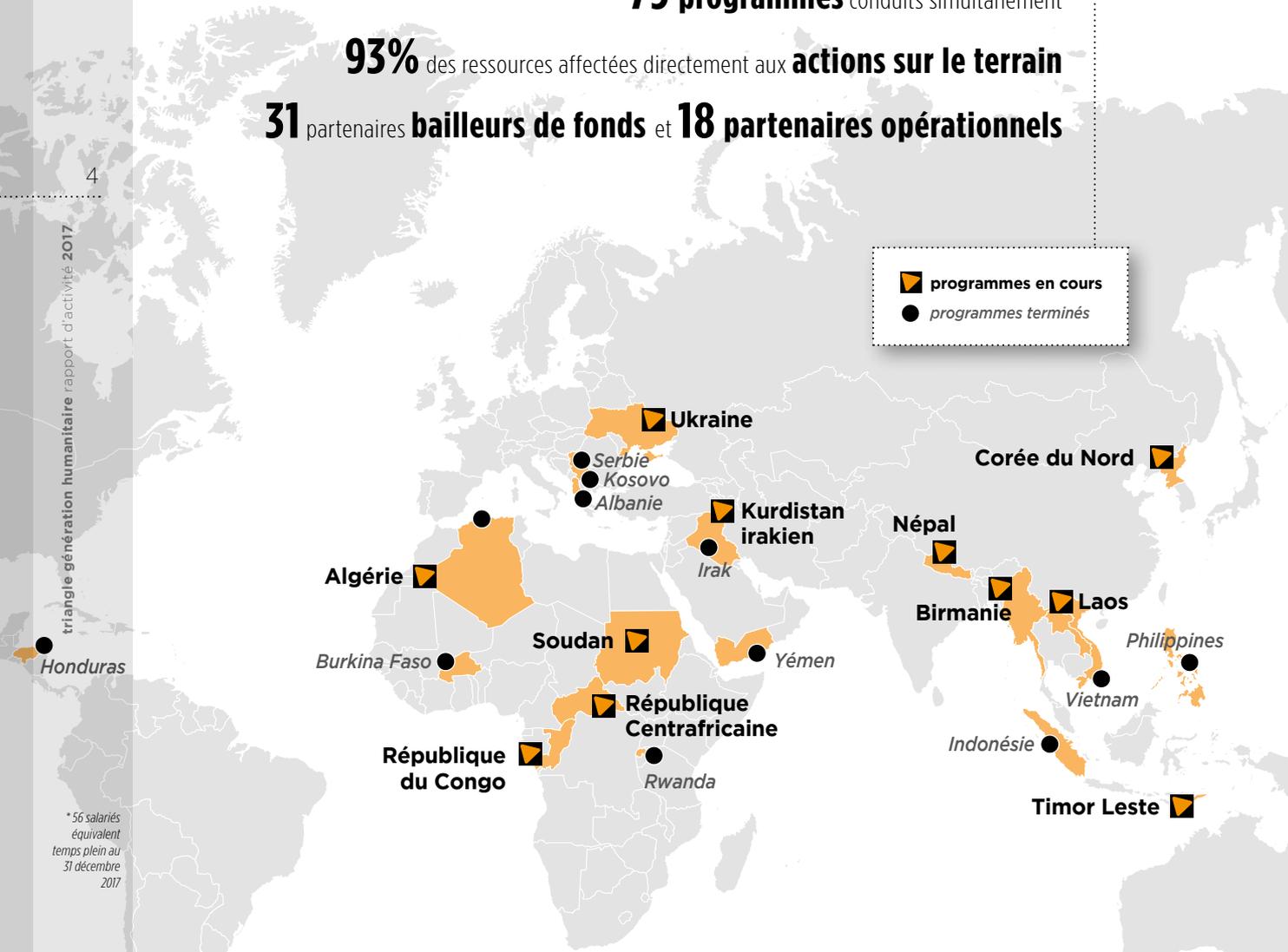
559 collaborateurs recrutés dans **leur pays d'origine**

15,4 millions d'euros de budget. Des équipes présentes dans **11 pays**

79 programmes conduits simultanément

93% des ressources affectées directement aux **actions sur le terrain**

31 partenaires **baillleurs de fonds** et **18 partenaires opérationnels**



* 56 salariés équivalent temps plein au 31 décembre 2017

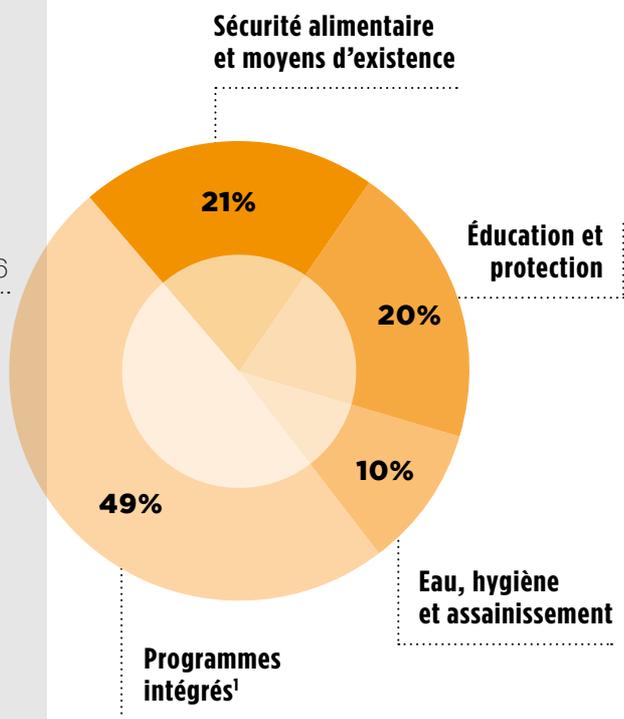


LES DÉPARTEMENTS TECHNIQUES



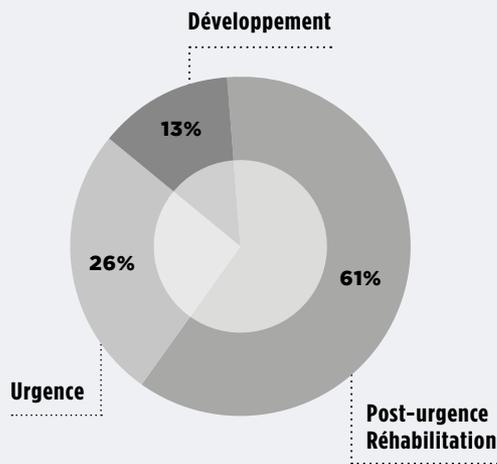
“ Les départements techniques : maîtrise, transversalité et complémentarité ”

Au-delà d’une répartition par zones géographiques, TGH a fait le choix d’asseoir son organisation interne sur trois départements techniques couvrant l’ensemble de ses domaines d’expertise : eau, hygiène & assainissement, sécurité alimentaire & moyens d’existence et éducation & protection.



Attentifs aux évolutions de leurs secteurs respectifs - nouvelles approches ou avancées technologiques - les départements techniques accompagnent la mise en place de démarches innovantes, caractéristiques de la flexibilité et de la transversalité qui définissent TGH. Ils favorisent les approches multisectorielles et sont facteurs de l'intégration des actions déployées et de la capacité - constitutive de l'ADN de TGH - d'accompagner les populations assistées depuis les phases d'urgence jusqu'à l'effort de développement.

Nos programmes se caractérisent par une approche globale qui intègre l'aide d'urgence, la réhabilitation et l'aide au développement.



Ces départements regroupent des professionnels experts, permanents ou consultants ponctuels, en soutien direct aux équipes de terrain. Ils contrôlent la qualité technique des actions depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre, capitalisent et mutualisent les expériences pour nourrir la conception des futurs programmes et contribuer à l'identification d'interventions adaptées aux spécificités des contextes rencontrés.

1 • Ces programmes intègrent au moins deux composantes du pôle technique.



NOS PROGRAMMES



Algérie

Le Sahara Occidental, territoire bordé par le Maroc (nord), l'Algérie (nord-est) et la Mauritanie (est et sud), n'a toujours pas trouvé de statut juridique définitif depuis le départ des Espagnols en 1976. Décrété non autonome par l'Organisation des Nations Unies (ONU), il est revendiqué à la fois par le Maroc et par la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) proclamée par le Front Polisario. Alors que le Maroc propose une large autonomie permettant une administration locale du territoire sous la souveraineté marocaine, le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, réclame une totale indépendance. En 2007, l'ONU a engagé une médiation entre les différents représentants, sans parvenir à obtenir un accord.

Depuis le début du conflit armé en 1976, plusieurs milliers de personnes ont quitté le Sahara Occidental et se sont réfugiées sur le territoire algérien, près de la ville de Tindouf, au sud-ouest du pays. Cette population, estimée aujourd'hui à plus de 165 000 personnes par les autorités algériennes, vit depuis plus de quarante ans dans des camps, totalement dépendante de l'aide internationale pour l'accès aux services essentiels (eau, hygiène, santé, sécurité alimentaire, éducation...).



Période d'activité 2000 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 2

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 221

Nombre de personnes bénéficiaires 90 000

Domaines d'expertise Eau, hygiène et assainissement
Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Liste des partenaires bailleurs de fonds Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)
Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Liste des partenaires opérationnels Autorités sahraouies (ministère de l'Éducation, ministère de la Construction, ministère de la Coopération)
Croissant Rouge Sahraoui
Secrétariat d'Etat aux Affaires sociales
Agence Sahraouie de Protection (ASP)
Comité international pour le développement des peuples (CISP)

20%
du budget global
de l'association



Depuis 2000, TGH intervient dans différents secteurs, en soutien aux populations sahraouies réfugiées sur le territoire algérien.

La santé

Depuis 2005, TGH soutient les services de santé en réhabilitant les infrastructures existantes, en assurant l'approvisionnement en réactifs de laboratoire et consommables, et en équipant différents services médicaux (radiologie, stomatologie et laboratoire). Un suivi et une réponse – dans la mesure du possible – aux demandes en matériel permet de conforter les professionnels de santé travaillant dans les différentes structures des camps et de Rabouni.

TGH participe également à la sensibilisation et à la prévention contre le VIH en apportant une assistance technique et matérielle au centre de dépistage.

L'hygiène

TGH produit de l'eau de Javel (depuis 2003) et des savons (depuis 2013) conditionnés puis distribués aux institutions (écoles, hôpitaux) et aux réfugiés pour améliorer les conditions sanitaires, ainsi qu'au Département de l'Eau pour la désinfection de l'eau destinée à être consommée. En 2017, la production de savons a couvert les besoins généraux de la population et des institutions, et une partie a été vendue sur les marchés locaux et régionaux. Des kits hygiéniques, composés de savon corporel, de shampoing, de serviettes hygiéniques et de lessive sont distribués aux femmes (38.450 en 2017).

Le handicap

TGH intervient d'une part dans l'amélioration des conditions d'accueil des centres spécialisés dans la prise en charge d'enfants handicapés (notamment grâce au versement de primes au personnel), et d'autre part au niveau éducatif, sanitaire et familial pour l'intégration sociale des personnes handicapées. Une équipe de physiothérapeutes intervient à domicile pour améliorer ou maintenir l'état physique des personnes en situation de handicap présentant une déficience motrice et/ou mentale, qui bénéficient d'un accompagnement personnalisé.

A cela s'ajoute le renforcement des capacités de gestion des cadres du ministère, initié en mars 2015.

La sécurité

Le contexte volatil impose le maintien d'un dispositif spécifique assuré par le service de sécurité, qui met en place les escortes pour les déplacements, la veille sécuritaire, la formation et la sensibilisation du personnel et des travailleurs humanitaires, et la sécurité globale des bases du Protocole et de Weather Haven. Créée en 2015, l'Agence Sahraouie de Protection (ASP) assure la gestion des gardes devant les principaux lieux de travail et de résidence du personnel expatrié (ONG et UN), offrant ainsi un environnement adapté aux activités des intervenants.

La logistique

Depuis 2002, TGH assure la gestion d'un atelier mécanique central à Rabouni en charge de la réparation, de l'entretien et de la maintenance des véhicules humanitaires présents dans les camps, et d'ateliers décentralisés dans les wilayas pour la maintenance préventive. L'objectif est de maintenir la flotte de véhicules et générateurs,



Activités Génératrices de Revenus soutenues par TGH : atelier de vulcanisation et d'équilibrage de pneus dans la wilaya de Smara, Algérie © Laura Chouteau / TGH



entretenu et réparé en cas de besoin, qui assure aux réfugiés un approvisionnement régulier en eau potable, biens non alimentaires et autres services. En 2017, un nouvel atelier a été équipé, et les formations nécessaires à son bon fonctionnement dispensées au personnel technique.

TGH assure également le fonctionnement et l'entretien des bases de Weather Haven et de Dakhla, utilisées comme bureaux et logements par le personnel humanitaire et les acteurs locaux.

L'économie

Pour offrir des opportunités à une jeunesse sans perspective d'emploi, TGH accompagne la mise en place de projets d'activités génératrices de revenus, en dispensant des formations et un suivi des activités (cf. Focus).

L'éducation

En 2015 et 2016, les infrastructures scolaires des 5 camps de la région de Tindouf ont été fortement touchées par des intempéries qui ont fragilisé ou détruit les bâtiments construits en adobe (briques de terre crue séchées au soleil). Un important travail de reconstruction et

de réhabilitation des infrastructures scolaires a été mené, principalement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et leurs partenaires.

Les latrines et systèmes d'assainissement des écoles primaires des wilayas de Dakhla et de Smara, vétustes et souvent inutilisables ont été reconstruites ou réhabilitées, afin d'assurer les conditions d'hygiène essentielles pour briser la chaîne de transmission des vecteurs de maladies, en grande partie responsables de l'absentéisme. Des dispositifs de lavage des mains et du savon sont mis à disposition, ainsi qu'une sensibilisation à l'hygiène.

La prise en compte de l'importance du genre s'avère essentielle en milieu scolaire, puisqu'elle impacte directement la scolarisation des filles. Des latrines adaptées ont été construites, équipées de verrous, clairement séparées des latrines destinées aux garçons, et aménagées pour prendre en compte les besoins spécifiques pour éviter aux filles de devoir rentrer chez elles (et éventuellement de ne pas revenir à l'école). L'école de Cantabria a été rénovée, et inaugurée le 10 septembre. ■

focus

Le manque de ressources exploitables sur place et le statut de la population limitent l'économie marchande des camps de réfugiés sahraouis. Face à l'enlèvement de la crise et au manque d'opportunités s'offrant à la jeunesse née dans les camps et y ayant toujours vécu, des initiatives d'activités génératrices de revenus se sont mises en place dans les dernières années.

TGH, grâce à un financement de la Commission Européenne, s'est inscrite dans cette voie. Au-delà d'une amélioration des conditions matérielles d'existence des bénéficiaires, ces initiatives donnent une occupation à des jeunes motivés et compétents et rendent disponibles de nouveaux services pour les habitants des camps.

TGH a réalisé des études de marché détaillées, qui ont identifié les secteurs potentiellement porteurs et fait émerger les besoins, principalement dans le domaine de l'entretien automobile (lavage de voitures, équilibrage, réparation de pneumatiques ou électricité), de l'électricité (électroménager, électricité domestique), mais également

de création de salles de sport. Afin de conforter les chances de réussite tout en promouvant des activités innovantes, les bénéficiaires et principaux acteurs ont été sélectionnés selon leurs compétences et leur motivation par un jury composé d'intervenants de TGH, d'ONG engagées dans des projets « Livelihoods » (moyens de subsistance), et du ministère en charge de cette thématique. Un critère d'âge a été établi, et une attention particulière a été portée à la participation des femmes et des personnes aux besoins spécifiques.

73 bénéficiaires, dans 16 ateliers, ont réhabilité leur local (parfois avec l'aide de TGH), et suivi des formations de gestion administrative et de développement de compétences techniques. Le matériel nécessaire a été fourni, une attention particulière a été portée à sa qualité.

Le programme teste différentes modalités de gestion et différents profils d'ateliers, et détermine -dans un contexte d'initiatives inédites - les plus viables ou celles suscitant le plus d'intérêt pour les participants. Certains ateliers sont gérés par des personnes expérimentées en capacité de former les futurs techniciens, d'autres ont été confiés à des jeunes motivés dans des secteurs où les compétences techniques peuvent s'acquérir plus facilement. Certains fonctionnent comme des entrepreneuriats privés, d'autres sur le modèle de coopératives ayant un statut public.

Les autorités locales (ministère de la Jeunesse et des Sports), impliquées dès le début du projet, assurent désormais le suivi de chaque atelier pour les quatre années à venir. L'évaluation réalisée par TGH dans les mois suivant l'installation des ateliers a constaté un très bon taux de réussite : les 16 ateliers créés se maintiennent et les bénéficiaires sont très satisfaits de leur fonctionnement, bien que certaines activités aient été réorientées.

Ces derniers semblent s'être très bien appropriés les projets, et ont déjà pris des initiatives pour continuer à adapter leur activité au contexte et aux débou-



Activités Génératrices de Revenus soutenues par TGH : atelier de vulcanisation et d'équilibrage de pneus dans la willaya de Smara, Algérie © Laura Chouteau / TGH

chés. Les gérants de l'une des salles de sports, par exemple, ont pris en charge le programme de préparation physique d'une équipe de coureurs en vue du Sahara Marathon qui s'est déroulé en février. Le gérant d'un atelier de lavage de voitures a aussi pu investir, grâce aux bénéfices de son activité, dans du matériel de lavage de tapis et de couvertures.

Ces résultats encourageants incitent à envisager un développement de cette démarche, tout en conservant comme priorité la couverture des besoins humanitaires de base, menacée par la baisse des fonds dédiés à cette crise oubliée. ■

Birmanie

La Birmanie (République de l'Union du Myanmar) est le plus grand pays du sud-est asiatique. La junte militaire, qui a longtemps dirigé le pays, engage depuis l'été 2011 un processus de démocratisation sur la base de réformes politiques et économiques. Cependant, la situation politique reste instable, des conflits armés perdurent avec les minorités ethniques dans tous les états frontaliers de l'Union, et la situation des Rohingyas s'aggrave. Après l'opération militaire anti-insurrectionnelle du mois d'août 2017, plus de 600 000 Rohingyas ont fui le pays pour échapper aux violences et chercher refuge au Bangladesh. Les relations de la Birmanie avec les pays occidentaux qui ont dénoncé les différentes violations des Droits de l'Homme contre cette minorité se sont dégradées, entraînant une diminution significative des financements de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, qui fragilise les programmes en cours et à venir dans le pays.

D'importants défis doivent pourtant être relevés : développement des services publics, réduction de la pauvreté dans un pays parmi les moins avancés du monde, amélioration des infrastructures sanitaires et d'accès à l'eau, des services sociaux, de santé et d'éducation qui demeurent bien en deçà des besoins. L'accès aux denrées alimentaires est une difficulté quotidienne pour une majeure partie de la population, surtout pendant la saison des moussons et en dehors des grandes villes.

TGH a développé dès décembre 2007 des actions d'aide d'urgence et de développement. Lors du passage du cyclone Nargis en 2008, qui

a gravement touché le sud-ouest du pays (Delta de l'Irrawaddy), TGH a participé à la réponse d'urgence et de post urgence.

Les interventions se sont ensuite concentrées à Rangoun sur des programmes de soutien à des structures d'accueil de personnes handicapées. Depuis octobre 2012, en partenariat avec Ar Yone Oo, des programmes de sécurité alimentaire se déploient dans la zone montagneuse et enclavée de Matupi au sud de l'État Chin (ouest du pays), pour améliorer les conditions de vie, la résilience et les moyens d'existence des populations rurales isolées. Depuis 2016, TGH est associée au Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET) pour étendre à de nouveaux villages du district les programmes de développement agricole, sécurité alimentaire et gestion des risques naturels. En 2017, avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), ce programme s'est concentré sur l'amélioration des moyens de production des paysans et le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du partenaire local. Dans le cadre du nouveau programme, un bureau sera ouvert à Rangoun pour faciliter les échanges avec Ar Yone Oo et les autres acteurs humanitaires en Birmanie.





Période d'activité 2007 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 2

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 15

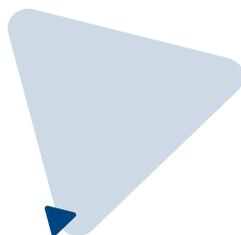
Nombre de personnes bénéficiaires 44 211

Domaines d'expertise Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Liste des partenaires bailleurs de fonds Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne (EuropeAid)
Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA)
Agence Française de Développement (AFD)
Fondation de France

Liste des partenaires opérationnels Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)
Ar Yone Oo
Fondation Lord Michelham of Hellingly

2%
du budget global
de l'association



Amélioration des capacités de résilience des populations vulnérables de l'état du Chin face aux risques climatiques

La population de la région rurale et isolée de l'Etat du Chin en Birmanie, dans laquelle TGH intervient depuis 2012, est la plus pauvre du pays, dépendant essentiellement des activités agricoles pour sa subsistance, et vulnérable aux risques de catastrophe naturelle (inondations, glissements de terrain, cyclones). L'intensification des activités humaines exerce une forte pression sur les ressources naturelles, sans régulation des autorités locales qui connaissent par ailleurs une profonde restructuration, fruit de la transition démocratique initiée en novembre 2015. L'enjeu réside ici dans l'accompagnement des communautés paysannes et des nouvelles institutions publiques vers un développement rural basé sur l'exploitation durable des ressources naturelles, profitable pour l'économie et la sécurité alimentaire des ménages.



Travail du sol à l'aide de buffles et activité de repiquage, Matupi, Birmanie, ©TGH



Travail à l'aide de motoculteur, Tuilak, Birmanie, © TGH

Plus spécifiquement, au cours de l'année 2017, TGH a :

- Réhabilité des infrastructures agricoles dans 24 villages, sur la base de micro-projets présentés par les paysans qui ont ensuite fourni la main-d'œuvre et une partie des matériaux nécessaires à leur réalisation ;
- Étendu cette méthodologie participative à 9 autres villages pour préparer 2018 ;
- Mis en place 4 parcelles de démonstration pour l'introduction des cultures maraichères dans les villages ;
- Facilité 20 actions pilotes de protection et de gestion des ressources naturelles (sources d'eau, pâturages...)
- Soutenu les paysans dans la production et la transformation du konjac (*Amorphophallus Paeoniifolius*), plante représentant une source majeure de revenus dans la région, traditionnellement récoltée dans les forêts. ■

TGH intervient dans 33 villages du canton de Matupi, région montagneuse au pied des contreforts de l'Himalaya, composée de deux zones géographiques : l'une à l'est, avec des altitudes plus importantes et des rizières de petite taille, fragmentées et cultivées en terrasse le long des pentes, et l'autre à l'ouest avec des rizières de bas-fonds situées le long des rivières. Les programmes favorisant le développement intégré prennent en compte les différences de pratiques et de potentiel agricole.

Un travail est effectué en commun avec les paysans sur le renforcement des infrastructures et la protection des surfaces cultivées. L'accès à la mécanisation et à une diversification des cultures est favorisé, des formations et autres opportunités d'échanges et d'apprentissage sont déployées. Pour obtenir des résultats s'inscrivant dans la durée, TGH développe une approche qui combine un appui matériel au renforcement des capacités locales et un soutien à la gestion des ressources naturelles.

Séance de découpe de konjac avec tranchoir, village de Ka Ce, Etat du Chin, Birmanie, © Marc Le Quentrec / TGH





focus

Mise en place de quatre 4 parcelles de démonstration pour l'introduction des cultures maraichères dans les villages.

Au cours de la première partie de 2017 les paysans intéressés par cette nouvelle activité ont été identifiés, puis les parcelles de démonstration ont été mises en place et les semences distribuées. Les parcelles se trouvent dans des contextes topographiques différents faisant face à des contraintes communes (accès à l'eau et protection des cultures contre les bovins). Dans une optique d'amélioration et de pérennisation, chaque maraicher développe ses propres techniques d'irrigation, adaptées au contexte, avec le soutien de TGH. Dans cette première phase, les parcelles de démonstration ont eu pour objectif la vente des productions dans les villages voisins. En 2018, elles rempliront un rôle pédagogique de diffusion des techniques de production auprès de nouveaux paysans intéressés. La possibilité d'utiliser les rizières après récolte pour cultiver des légumes sera étudiée, car elle présente des perspectives intéressantes d'un point de vue tech-

nique et financier pour optimiser la valorisation de ces productions, même de façon non marchande, et insister, à l'échelle du foyer, sur l'opportunité de diversifier le régime alimentaire. ■





Corée du nord

Depuis les années 1990, la Corée du Nord (ou République Populaire Démocratique de Corée-RPDC) souffre de graves crises alimentaires, partiellement dues aux conditions climatiques (inondations, puis sécheresse, dont les conséquences ont été aggravées par la déforestation), à la très faible proportion de terres arables dans le pays (moins de 20%), mais également au système économique en place et à l'interruption du soutien du bloc de l'Est.

En 1995, le gouvernement a été contraint de solliciter l'aide des pays étrangers, qui s'est poursuivie jusqu'en 2006, lorsque la Corée du Nord a mis fin à l'aide humanitaire d'urgence, lui préférant une coopération au développement. Depuis, seules six ONG européennes - dont TGH - sont autorisées à mener des programmes humanitaires et de développement en Corée du Nord, avec du personnel expatrié présent de manière permanente. L'une de ces six ONG a dû suspendre ses activités fin 2017 pour une durée indéterminée, suite aux impacts des sanctions qui se sont significativement renforcées sur ces deux dernières années.

La population, confrontée à une détérioration continue de ses conditions de vie, est très vulnérable.

Malgré le soutien de la communauté internationale, la crise alimentaire reste aujourd'hui latente. Le dernier rapport des Nations Unies pour la RPDC¹ estime que 18 millions de Coréens (sur 24,9 millions de personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire et extrêmement vulnérables aux périodes de ruptures dans la production. Le même rapport indique un taux de prévalence de la malnutrition chronique de 27,9%, et de malnutrition sévère de 4%. Dans les années les plus favorables, la production alimentaire couvre moins de la moitié des besoins de la population. L'importation de céréales et les dons (Chine, Corée du Sud et humanitaires) complètent cette production, mais n'apportent

qu'une réponse partielle. En l'absence de données fiables, les estimations sont assez pessimistes sur le quantitatif (2/3 seulement des besoins seraient couverts), et sur le qualitatif (manque de diversité et d'aliments). Le pays est majoritairement montagneux, 17% seulement des terres sont cultivables. L'agriculture reste dépendante des méthodes traditionnelles, la production alimentaire est entravée par le manque d'intrants agricoles, de semences de qualité, de fertilisants et d'équipements adaptés, et les changements climatiques ont rendu la RPDC vulnérable aux sécheresses et aux inondations. La production agricole globale a augmenté durant la dernière décennie - à l'exception des années 2015, exceptionnellement calamiteuse (fortes inondations et sécheresse) et 2017 (nouvel épisode de sécheresse). Le pays a récolté en 2017 5,454 millions de tonnes de cultures vivrières, soit 7% de moins qu'en 2016. Les sanctions risquent d'avoir un impact supplémentaire sur l'agriculture (fin de la prise en charge des fertilisants par l'Etat, impossibilité de vendre une partie de la production sur le marché chinois).

Les soins de santé gratuits sont garantis par la loi pour tous les citoyens de la RPDC. Ces dernières années, plusieurs progrès ont été réalisés en matière de santé publique : réduction significative des taux de mortalité maternelle, infantile et des moins de cinq ans, couverture vaccinale et soins obstétricaux. La prestation de services de santé reste pourtant insuffi-

¹ DPR Korea Needs and Priorities March 2018" from UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, UN Resident Coordinator for DPR Korea <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf> publié le 11 avril 2018

santé, de nombreuses zones n'étant pas équipées, et la fourniture de médicaments ne répond pas aux besoins de santé de base.

3 millions d'enfants n'ont pas accès aux services d'assainissement et d'eau adéquats dans les établissements d'enseignement, la principale cause d'absentéisme des enfants étant – selon les enseignants – la diarrhée. L'absence d'accès à l'eau courante et le manque d'actions de promotion des bonnes pratiques d'hygiène impacte également la santé des ménages.

La situation sociale est stable, le système de prise en charge totale par l'Etat assure aux citoyens le gîte, la

nourriture, les soins, l'éducation. Malgré la démocratisation des marchés paysans et des commerces privés, 70% de la population dépend des unités de travail et des systèmes de distributions publiques (SDP), bien que leur existence même soit de plus en plus fréquemment remise en question par certains acteurs internationaux. TGH intervient en RPDC sur deux champs : la sécurité alimentaire (amélioration du statut nutritionnel des enfants dans les institutions sociales de quatre provinces via l'apport de poissons et de légumes), et la protection (amélioration de l'accès aux soins et aux services pour les personnes âgées à travers le pays).



Période d'activité 2000 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 4

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 0

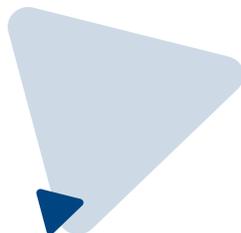
Nombre de personnes bénéficiaires 39 154

Domaines d'expertise Sécurité alimentaire et moyens d'existence
Education et protection

Liste des partenaires bailleurs de fonds Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne (EuropeAid)
Agence de coopération internationale de la Confédération suisse (SDC)
Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA)
Ambassade du Royaume-Uni (Foreign & Commonwealth Office)

Liste des partenaires opérationnels Ministère de l'Aménagement Urbain (MoCM)
Institut central de recherche sur les légumes (CRVI)
Service de lutte contre les épidémies de Sohung (AES)
Comité Populaire de la ville de Sohung
Child Nutrition Institute (CNI)
APDRA Pisciculture Paysanne
Bureau d'Aquaculture (BoA)
Comités Populaires des villes de Ryongchon et Onchon
Académie des Sciences et de l'Agriculture (AAS)
Fédération Coréenne pour la protection des personnes âgées (KFCA)

6%
du budget global
de l'association





Diversifier l'alimentation en augmentant la production de légumes

En améliorant la production, la distribution et le stockage de légumes, et en renforçant les capacités de conservation, d'hygiène et de nutrition des institutions, ce programme améliore durablement, qualitativement et quantitativement l'apport de légumes aux habitants du comté de Sohung et aux enfants pris en charge dans les institutions sociales.

En cours depuis le 1er septembre 2016, cette action s'est concentrée en 2017 sur l'approvisionnement en produits de conservation des aliments, caisses, et matériaux de construction pour les serres et les équipements agricoles, et

sur le suivi des indicateurs de production. En juin 2017, les matériaux de réhabilitation de deux serres pour l'unité de production d'Onsil ont été livrés pour améliorer la production de légumes. En juillet 2017, des systèmes de chauffe-eau solaires ont été installés dans douze institutions pour enfants pour renforcer les conditions d'hygiène. En août 2017, les matériaux nécessaires à la construction de quatre nouvelles serres (2 à Gachang, 1 à Daepyong et 1 à Boman) ont été fournis. Dans le même temps, deux tracteurs (1 pour Gachang et 1 pour Daepyong) ont été livrés. Enfin, la livraison du système d'irrigation du champ de Gachang a été anticipée afin de faire face à un épisode de sécheresse au cours de l'été 2017.

Pour sécuriser le stockage des légumes et diminuer les pertes post-récoltes, des caisses (mai 2017) et des articles de conservation des aliments (juin 2017) ont été livrés dans les 47 institutions.

Le personnel de ces institutions a été formé par le Child Nutrition Institute (CNI) en hygiène et nutrition fin décembre 2017. Trois formations ont été organisées par le Central Research Institute for Vegetables (CRVI) auprès des fermes et des comités populaires sur les maladies et les parasites des cultures, la production de légumes et la gestion des sols.



Serre réhabilitée à Onsil, Corée du Nord, © Coralie Bouloiseau / TGH

Améliorer l'alimentation des enfants en enrichissant l'apport en protéines animales

En consolidant la production et la chaîne d'approvisionnement de poisson, ce programme améliore durablement l'apport en protéines pour les enfants pris en charge dans les institutions sociales.

Depuis le 1er janvier 2015, les systèmes d'irrigation des 2 fermes piscicoles ont été optimisés, et le programme s'est concentré depuis sur la partie agricole (distribution de semences et matériel). Les travaux des bâtiments d'élevage ont

été finalisés en avril 2017 pour Onchon et en mai 2017 pour Ryongchon. 10 porcs reproducteurs (9 truies et 1 verrat) et 47 canards reproducteurs (40 femelles et 7 mâles) ont été livrés en juin 2017 dans chaque ferme, dont le personnel a été formé à l'élevage par l'AAS. 8 machines de transformation des aliments ont été fournies à chaque ferme en juillet 2017 pour soutenir la production des aliments pour le bétail et le poisson. Le système de pisciculture intégrée

Integrated Fish Farming (IFF) est maintenant opérationnel. Plusieurs expérimentations ont été réalisées sur les deux fermes (densité du deuxième alevinage, densité des poissons en engraissement, rizipisciculture) ainsi que dans le laboratoire d'aquaculture du Bureau d'Aquaculture BoA (alimentation des loches), et une première analyse a débouché sur des recommandations pour les prochaines saisons de production.

Pour la postproduction, des formations sur l'hygiène et la nutrition ont été organisées pour 37 institutions en novembre 2016 et pour les 409 institutions restantes en août-septembre 2017. Une enquête CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) a également été préparée et conduite régulièrement dans les institutions.

Des outils adaptés de suivi de la nutrition des enfants ont été élaborés en collaboration avec le CNI. Une première session a été réalisée dans les douze institutions sélectionnées pour l'étude en décembre 2016, puis tous les 4 mois en avril, août et décembre 2017, fournissant des informations quantitatives sur l'impact du programme. Des équipements (broyeurs, mélangeurs, ustensiles de cuisine, filtres à eau...) ont été livrés en octobre 2017 à toutes les



Pêche de géniteurs pour les reproductions à la ferme d'Onchon, Corée du Nord, © Coralie Bouloiseau / TGH

institutions. Deux chambres froides ont été installées en novembre 2017, l'une à la ferme piscicole d'Onchon, l'autre à l'hôpital du comté de Ryongchon, pour la conservation de la production piscicole des deux fermes et la répartition des apports en protéines sur l'année.

Renforcer la société civile pour une meilleure prise en charge des personnes âgées

Ce programme apporte une assistance qualitative et diversifiée de l'organisation de la Fédération Coréenne pour la protection des personnes âgées (KFCA) auprès des personnes âgées en RPDC en renforçant ses capacités de gouvernance, de responsabilisation, d'élaboration des politiques, de plaidoyer, d'expertise auprès des autorités officielles et d'approche innovante.



Centre de soins pour personnes âgées de Sariwon, Province de Hwanghae du nord, Corée du Nord, © Nadine Rossi / TGH

TGH a finalisé en 2016 la première phase du programme d'amélioration des services pour les personnes âgées en maisons de retraite, en partenariat avec KFCA. La deuxième phase se concentre désormais sur l'amélioration des services aux personnes âgées vivant à domicile, avec la mise en place de structures de soins pilotes d'accueil de jour, tout en conservant un volet de renforcement des capacités du partenaire local. Le vieillissement et le handicap étant étroitement liés, des activités sont également prévues en collaboration avec Handicap International (Humanity & Inclusion) et leur partenaire local le KFPD (Korean Federation for the Protection of Disabled).

Depuis le 1er avril 2017, date de démarrage du programme, une formation de formateurs sur les politiques nationales et internationales et leurs extensions a accompagné la préparation de la conférence/atelier international à l'étranger, les achats d'équipements pour les comités provinciaux et centraux du KFCA, ainsi que des publications.

Trois MSCC (Multi Service Care Centers) pilotes ont été identifiés et une étude de faisabilité a été lancée pour l'éva-



luation des besoins en matériel de réhabilitation et d'équipement ainsi qu'en ressources humaines, afin de fournir des formations adéquates au personnel. 2 000 calendriers ont été édités et distribués aux personnes âgées et aux acteurs du secteur des soins aux personnes âgées, et un tournoi de badminton a été organisé à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées. TGH poursuit son implication active dans le ren-

forcement des capacités des acteurs locaux dans ses secteurs d'intervention. En soutenant et en travaillant de concert avec KFCA ou avec des instituts officiels (Académie des Sciences Agricoles, Institut pour la nutrition infantile, Bureau d'Aquaculture coréen), TGH renforce la durabilité de l'impact de ses programmes, ainsi que leur réplication à l'échelle nationale pour les populations les plus vulnérables. ■

focus

Durant l'année 2017, les sanctions visant la RPDC ont été drastiquement renforcées.

Les résolutions sont avant tout adoptées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, avant d'être retranscrites en droit européen via des Règlements ou Décisions. Une fois adoptées dans la loi européenne, ces mesures sont introduites dans le droit français via des règlements consolidés de la Direction Générale du Trésor, autorité en charge des sanctions en France. Ces résolutions imposent des restrictions sur l'import et l'export de certains produits, ainsi que des personnes morales ou physiques de RPDC. Toutes font mention d'exemptions humanitaires.

Les autres pays non UE doivent également retranscrire les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans leur droit national, mais les législations en découlant ne sont pas toujours très claires et souvent trop restrictives. La Chine par exemple n'a pas cité les exemptions humanitaires dans le communiqué du ministère du Commerce. Le gouvernement Chinois a ensuite déclaré dans les médias que ces sanctions ne devaient pas porter atteinte aux actions humanitaires, mais les contrôles à la frontière se sont durcis, et de nombreux fournisseurs chinois ne souhaitent plus prendre le risque de travailler avec la Corée du Nord.

Dans les faits, les opérations en RPDC ont été impactées de façon indirecte mais significative par les sanctions, mettant en péril l'aide humanitaire pour les plus vulnérables : interruption des canaux bancaires des Nations Unies, délais ou annulations de certaines livraisons de produits, interruption de nombreux financements, suspension des opérations de l'une des 6 ONG européennes. Malgré de nombreux plaidoyers auprès des instances décisionnelles, aucune mesure susceptible de faciliter les opérations des organisations internationales n'a été mise en œuvre. TGH fait face à de nouvelles complexités : fournisseurs de moins en moins nombreux à répondre aux offres, de plus en plus difficiles à payer suite aux fermetures des comptes bancaires en Chine ou ailleurs, procédures d'autorisation des paiements aux fournisseurs coréens rallongeant les délais et réduisant le niveau de confiance, blocage de produits à la douane chinoise, refus de certaines structures d'accueillir des délégations coréennes pour des study tours, augmentation importante des prix, en particulier du carburant. Malgré tout, TGH est parvenue en 2017 à mener à bien la majorité de ses actions en RPDC, dans le strict respect des réglementations internationales. ■

Irak et Kurdistan irakien

Plongé dans une succession de conflits depuis 2003, l'Irak est plus particulièrement affecté depuis 2014 par les combats opposant l'armée régulière iraquienne et les Peshmerga kurdes à l'Etat islamique. L'année 2017 a notamment été marquée par une intensification des combats de reprise de Mossoul et d'autres villes occupées par l'organisation djihadiste (Telafar, Hawija et Shirqat) par les forces iraquiennes, l'armée kurde, la coalition internationale et une nébuleuse de milices regroupées sous l'appellation d'Unités de Mobilisation Populaire.

Ces interventions ont provoqué de nombreuses pertes civiles, et le déplacement de 1 021 476 personnes entre octobre 2016 et juin 2017 vers une multitude de camps, principalement localisés dans le Gouvernorat de Ninive. La libération complète de Mossoul a été annoncée par le gouvernement irakien le 9 juillet 2017, et le défi de la reconstruction est colossal. Le niveau avancé de destructions à Mossoul et dans les autres villes ayant souffert des combats, et l'absence d'infrastructures de base qui en résulte (eau, électricité, école, marchés...) ne permet pas un retour immédiat des populations. La situation sécuritaire est alarmante, du fait notamment de la permanence de cellules dormantes de l'Etat Islamique, et de la présence importante de mines et de munitions non explosées. Cette situation a profondément entravé la dynamique des retours et augure une prolongation de l'occupation des camps de déplacés, qui se vérifiait encore à la fin de l'année 2017.

Le référendum sur l'indépendance du Kurdistan a été organisé en septembre 2017 par le gouvernement régional kurde - contre l'avis du gouvernement irakien et des puissances voisines de la sous-région - et s'est soldé par une victoire écrasante du « oui » (92,7%). En réaction, le gouverne-

ment irakien a décrété un embargo sur les zones kurdes, et suspendu notamment les vols internationaux à l'arrivée et au départ des aéroports d'Erbil et de Suleymaniyah. L'armée iraquienne s'est déployée dans de nombreuses zones occupées par les Peshmerga depuis 2014, et a repris notamment le Gouvernorat et la ville de Kirkouk. Des affrontements sporadiques entre forces kurdes et iraquiennes se sont déroulés à Atlan Qupri (nord de Kirkouk) ainsi qu'à Fishkhabur (à proximité de la frontière syrienne), mais les combats ont rapidement cessé, laissant place à un bras de fer politique entre Bagdad et Erbil, dont l'issue, encore incertaine fin 2017, semble néanmoins se dessiner en défaveur du gouvernement régional kurde.

Le 9 décembre 2017, le premier ministre irakien Haider al-Abadi a déclaré la fin de



TGH CFS du camp Khazer M1, Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno



la guerre contre le groupe djihadiste, mais l'Irak doit aujourd'hui faire face à une multitude de défis sécuritaires et politiques : résurgence et exactions de factions du groupe djihadiste, forte présence d'une multitude de milices armées dont l'allégeance au gouvernement reste fragile, incertitudes face aux conséquences des élections générales de mai 2018, dans un

contexte de forte précarité des relations intercommunautaires et d'instabilité régionale. Les besoins humanitaires restent majeurs, avec plus de 2,6 millions de personnes déplacées au 31 décembre 2017, une situation de crise économique majeure liée à l'effort de guerre, à la destruction d'infrastructures productives, et à l'embargo dans la région kurde.



Période d'activité : 1995 - 1999 puis 2013 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées : 9

Nombre de personnes recrutées dans leur pays : 11

Nombre de personnes bénéficiaires : 191 768

Domaines d'expertise : Education et protection
Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Liste des partenaires bailleurs de fonds : Iraq Humanitarian Fund (IHF)
Centre de Crise et de Soutien du Ministère des Affaires étrangères (CDCS)
Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)
Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO)
Fondation de France
Fondation Bruneau
Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Liste des partenaires opérationnels : DAD For Human Rights and civil Society Affairs
Al-Tahreer Association for Development (TAD)
Judy Organisation for Relief and Development (JORD)
Ministère du Travail et des Affaires Sociales du Kurdistan Irakien (MoLSA), et Directorats des affaires sociales des gouvernorats d'Erbil, de Dohuk et de Souleymanyeh (DoSA)
Université de Dohuk

19%
du budget global
de l'association



Présente dans le pays dans les années 1990, TGH est à nouveau opérationnelle au Kurdistan irakien depuis 2013, et s'est mobilisée dès le mois d'août

2014 pour faire face à la nouvelle urgence sanitaire et offrir aux familles irakiennes nouvellement déplacées des conditions de vie décentes.

TGH intervient principalement sur la protection de l'enfance et l'éducation.

À Erbil, un programme d'assistance économique (distribution de liquidités) et de sensibilisation des familles de réfugiés syriens à l'importance de la scolarisation, initié en 2016, a été poursuivi en 2017. Le choix d'un transfert monétaire se justifie notamment du fait des barrières économiques existant dans l'accès à l'enseignement : les écoles en langue arabe sont majoritairement privées, et les familles réfugiées ne peuvent généralement pas s'acquitter de la totalité des frais de scolarité et de transport. Ce programme a permis une hausse de 70% de l'inscription et de la présence à l'école, ainsi qu'une étude des causes du décrochage scolaire. Une ligne d'assistance téléphonique reçoit les remarques et critiques des bénéficiaires pour la mise en place de mesures correctives.

À Daratu un centre communautaire multi usage (éducatif, médical, social, psychosocial), en partenariat avec JORD, accueille les services de protection de l'enfance (activités récréatives, gestion des cas individualisés), l'aide juridique, les sessions de sensibilisation à la protection de l'enfance. Une plateforme inter organisations a été créée pour la mise en place de formations, d'activités récréatives et de services médicaux gratuits à destination des enfants syriens et kurdes irakiens. La dimension intercommunautaire renforce la cohésion sociale, dans un contexte où les relations entre les populations réfugiées, déplacés et hôtes sont parfois tendues. Des services mobiles de protection de l'enfance (activités récréatives, gestion des cas individualisés) sont assurés de manière hebdomadaire dans 5 localités reculées des environs d'Erbil.

Dans 4 localités du sous-district de Bardarash, les équipes mobiles déployées ont déterminé les besoins psychosociaux de manière individuelle, tout en mettant en place des activités récréatives, des campagnes de sensibilisation à la scolarisation et à la construction de la paix, et des services de protection de l'enfance, essentiels pour des enfants présentant pour la plupart des traumatismes liés au conflit.



TGH Magic Bus à Nimrud Bassitlir, Kurdistan Irakien, © Quentin Bruno

Un diagnostic général des capacités et des besoins du ministère des Affaires Sociales et des départements des Affaires Sociales a été réalisé dans les gouvernorats d'Erbil, de Dohuk et de Souleymaniah. Ce programme se poursuit sur l'année 2018, avec la formation des acteurs locaux dans le domaine de la protection de l'enfance.

Un soutien éducatif adapté (éducation formelle et informelle) est apporté aux enfants et leurs familles déplacés par la bataille de Mossoul et rencontrant des contraintes d'accès à l'éducation lors de leur réinstallation. Une aide à l'acquisition des fondamentaux éducatifs favorise la ré-intégration des enfants dans le système scolaire formel, les adolescents et pré-adolescents déscolarisés (11-18 ans) accèdent à la formation professionnelle, et un soutien psychosocial est apporté à l'ensemble des enfants, pré-adolescents et adolescents affectés par le conflit. Dès le début de ce programme, TGH a apporté un soutien psychologique d'urgence aux populations nouvellement arrivées, proposant à chacune une consultation permettant d'identifier les cas de traumatismes aigus et de les orienter auprès de services spécialisés. Au sein d'espaces « Amis Des Enfants » et de bus aménagés « Magic Bus », différentes actions couvrent des activités similaires : soutien psychosocial, activités récréatives, éducation non formelle pour accompagner le retour à l'école des enfants déscolarisés. Des enfants de tous âges sont suivis individuellement, ceux présentant des besoins spécifiques sont orientés vers les acteurs spécialisés présents dans le camp ou la zone. Enfin, les travailleurs sociaux sont formés à identifier, enregistrer et prendre en charge



les enfants séparés et non accompagnés. Les équipes de TGH procèdent à la recherche et, si possible, au regroupement familial. Un dispositif d'accueil d'urgence a été mis en place. À Rabia, TGH soutient la résilience des ménages d'éleveurs les plus vulnérables affectés par le conflit : la distribution de moutons et de fourrage pour la période hivernale, accompa-

gnée d'un service gratuit et mobile de soins vétérinaires a amélioré les capacités d'élevage des foyers les plus vulnérables. En participant à cette action, les étudiants du collège vétérinaire de l'université de Dohuk ont acquis l'expérience pratique dont ils sont souvent privés durant leur formation, la clinique universitaire étant sous-financée en raison de la crise. ■

focus

Après une phase de préparation et de coordination approfondie et grâce à la flexibilité d'intervention de ses équipes mobiles, TGH est intervenue dès fin 2016, lors de l'ouverture des camps de déplacés du Gouvernorat de Ninive. La première action a débuté en octobre 2016 dans le camp de Khazer M1, et s'est poursuivie jusqu'en février 2018.

Tout au long de l'année 2017, des interventions se sont déroulées en direction des enfants, des adolescents et de leurs familles - gestion individualisée des enfants à risque, activités récréatives et soutien psychosocial adapté au genre, âge et besoins spécifiques des enfants, campagnes de sensibilisation sur les droits des enfants, groupes de discussion thématiques avec les adolescents et les parents/tuteurs, formations pour les membres de la Communauté ou les autres organisations (gestion du camp et autres

acteurs) - dans plusieurs camps : Nargazilia 2 (avril-août 2017), Salamiyah 1 (mai 2017-février 2018), Nimrud (depuis septembre 2017). Pour répondre précisément et pertinemment aux différents risques et vulnérabilités, TGH a développé son expertise en identification, documentation, recherche familiale et réunification pour les enfants séparés et/ou non accompagnés. Dès leur identification, TGH met en place des mesures d'urgence (placement temporaire en famille d'accueil ou hébergement dans une tente dédiée, désignation d'un travailleur social référent, appui matériel si besoin) et lance en parallèle la recherche familiale. Sous réserve de l'approbation du travailleur social et du référent Protection de l'enfance, les enfants sont réunifiés à leur famille soit dans un autre camp, soit dans leur lieu d'origine ou un lieu tiers. Sur les 861 enfants identifiés en 2017 dans les camps Khazer M1, Salamiyah 1 et Nimrud, 555 ont rejoint leur famille. TGH apporte son expérience au Groupe de travail sur les Enfants séparés et non accompagnés, et fait désormais partie du pool d'experts référents en Irak. ■





Laos

Le Laos, reconnu autonome par la France en 1946, devient en 1947 une monarchie constitutionnelle. En 1976, la République Démocratique Populaire du Laos voit le jour, s'appuyant sur un régime de parti unique encore en vigueur aujourd'hui. A partir de 1989, le pays passe d'une économie planifiée à une économie de marché. Depuis plus de 20 ans, le potentiel important du Laos en matière de production hydroélectrique incite les pays voisins (Chine, Thaïlande et Viêt-Nam) à investir dans les services et la construction de nouvelles infrastructures. Ces investissements maintiennent une croissance économique soutenue qui permet au pays de se développer.

Le Laos demeure pourtant l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2015, le Laos se trouve au 146ème rang sur 196 et 23,2% de sa population vit sous le seuil de pauvreté (Banque Mondiale 2012). L'insécurité alimentaire est un problème majeur : selon l'International Fund for Agricultural Development (IFAD), les trois-quarts de la population dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles. Or, de grands projets de barrages hydroélectriques se multiplient sur le Mékong et ses affluents, mettant en péril la pêche et fragilisant l'environnement. Le Laos subit une

dégradation des ressources naturelles due à d'importantes catastrophes naturelles, et à une déforestation massive pour la vente des bois précieux.

Un plan quinquennal de développement socioéconomique national a été élaboré pour faire sortir le Laos des Pays les Moins Avancés d'ici 2020, et lui permettre de s'industrialiser et de se moderniser. Le gouvernement mise sur le maintien de la stabilité politique, la poursuite de la croissance économique, la lutte contre la corruption, la réduction de la pauvreté, et l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins pour l'ensemble de la population.



Période d'activité	2005 à 2017
Nombre de personnes expatriées	1
Nombre de personnes recrutées dans leur pays	0
Nombre de personnes bénéficiaires	7 287
Domaines d'expertise	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
Liste des partenaires bailleurs de fonds	Région Auvergne Rhône-Alpes
Liste des partenaires opérationnels	District of Agriculture and Forestry office (DAFo) Provincial Agricultural and Forestry Office (PAFo)

1%
du budget global
de l'association



Accompagnement au développement de pratiques agricoles durables dans un contexte d'intensification de l'agriculture

A partir de 2005, TGH intervient au Laos dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée établi entre la Région Auvergne Rhône-Alpes (anciennement Région Rhône-Alpes) et la Province de Khammouane, l'une des zones les plus vulnérables du pays en termes de sécurité alimentaire. Des programmes d'assistance à la production et à l'irrigation agricole (développement des infrastructures d'irrigation en saison sèche et en saison des pluies, soutien aux mécanismes communautaires de gestion de l'eau) ont été développés dans le cadre de cet accord. TGH est également intervenue pour améliorer l'accès à l'eau potable et à des conditions d'hygiène suffisantes dans 15 villages du district de Bualapha.

Lors d'évaluations et de précédentes actions menées par TGH, des besoins ont été identifiés pour les pratiques agricoles. Le programme mis en œuvre a répondu à la fois à ces besoins et aux priorités définies dans le cadre des stratégies nationales laotiennes pour l'accompagnement rural.

La tendance est à l'augmentation des productions agricoles, notamment à travers l'irrigation en saison sèche, qui induit une agriculture intensive destinée à la vente sur le marché local. L'optimisation de la production passe par une consommation accrue d'intrants chimiques ayant un impact négatif sur l'environnement, sur les producteurs, et sur les consommateurs.

L'action de TGH vise à atténuer ce risque au moyen d'une information/sensibilisation auprès de la communauté agricole du village de Ban Nasounboum et des villages environnants, comptant 117 foyers. Le programme comporte deux volets principaux : le renforcement des organisations communautaires et l'amélioration des pratiques agricoles en agriculture raisonnée. Un Groupement de Producteurs formés à l'Agriculture Raisonnée (GPAR) ainsi qu'à la production d'intrants biologiques et un Centre de Promotion dédié à l'Agriculture Raisonnée (CPAR) ont été créés. Les producteurs (volontaires) ont assuré la promotion de l'agriculture raisonnée. Le Centre a été équipé en matériel de production (broyeurs de paille, cuves de stockage...) lui permettant de produire et stocker un panel d'intrants biologiques répondant aux problématiques liées à l'augmentation des rendements de production.

TGH a organisé parallèlement une campagne de sensibilisation à destination de la communauté sur l'utilisation d'intrants chimiques et les impacts ressentis (environnement, santé, finances, récoltes), ainsi qu'une formation du GPAR. Une pépinière met en œuvre de la formation théorique pour la préparation d'intrants biologiques. Enfin, le Groupement de Producteurs a participé à un voyage d'étude et d'échange entre paysans de trois jours don-



Session de production d'insecticide naturel à base de tinospora, village de Bualapha, Laos, © TGH



Plantation de salade, village de Bualapha, Laos, © TGH



Route d'accès à la zone du projet, village de Bualapha, Laos, © TGH

nant lieu à une passation des nouvelles connaissances en direction des futurs « producteurs modèles » et de l'ensemble des villageois

La démarche proposée dans le village de Ban Nasounboum a consisté à accompagner les populations agricoles dans la mise en œuvre de pratiques durables par une sensibilisation accrue aux impacts des intrants chimiques sur les productions. L'action a dispensé des formations à une approche raisonnée de l'agriculture. L'association

Kokopelli, promouvant la biodiversité alimentaire via des semences biologiques, libres de droit et reproductibles a soutenu le projet en distribuant gratuitement un colis contenant 171 sachets de différentes variétés de graines potagères et aromatiques. En fin de programme, les rendements agricoles dans le village ont augmenté de manière durable grâce à l'introduction de l'agroécologie.

Toutes les activités se sont déroulées en collaboration et concertation avec le PAFo et le DA Fo. ■

focus

Faute de financements, TGH a été contrainte de quitter la zone d'intervention et de fermer le programme en juillet 2017, mettant fin à sa démarche d'accompagnement au développement de pratiques agricoles durables sur le district de Bualapha.

Pour que la dynamique créée auprès des membres du groupement ne se dissipe pas, TGH a transmis ses recommandations. Trois semaines après la fin du projet, les membres du groupement ont pris l'initiative de construire une deuxième serre sur le CPAR.

Tous les supports créés par TGH pour les campagnes de sensibilisation et le matériel de formations ont été remis au PAFo et DA Fo pour qu'ils puissent assurer la durabilité des activités dans tout le district de Bualapha.

L'enjeu identifié au début du programme par TGH reste toutefois d'actualité : la malnutrition, dont les premières victimes sont les enfants, demeure un problème et une préoccupation majeure en milieu rural au Laos. TGH insiste donc sur la nécessité de pérenniser et d'encourager des projets comme celui-ci pour permettre l'accès des populations isolées à une alimentation de qualité, diversifiée et produite localement. ■





Népal



Sécurisation des infrastructures, district de Sindhupalchok, Népal, ©TGH

L'économie du Népal, l'un des pays les plus pauvres d'Asie, souffre de faiblesses structurelles majeures : enclavement du pays, absence de ressources naturelles diversifiées, insuffisance des infrastructures. Le pays a été également terriblement affaibli par 10 ans de guerre civile (1996 à 2006) et subit encore une grande fragilité politique.

Des tremblements de terre frappent fréquemment le Népal, mais celui du 25 avril 2015, d'une magnitude de 7,8 sur l'échelle de Richter et dont l'épicentre était situé à 77 km au nord-ouest de Katmandou, a été de loin le plus dévastateur qu'ait connu le pays depuis 81 ans. Le 12 mai 2015, deux semaines seulement après le premier séisme, la population népalaise qui tentait de se relever de la catastrophe a subi un second tremblement de terre, d'une magnitude de 7,3.

39 districts sur les 75 que compte le Népal ont été impactés, les derniers bilans font état d'environ 8 857 morts et plus de 16 808 blessés, tandis que 602 257 maisons ont été détruites et plus de 285 099 gravement endommagées². TGH, en partenariat avec ARSOW-Nepal, a mis en place un Projet Intégré de Reconstruction Globale dans 4 villages du district de Sindhupalchok.



Période d'activité 2015 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 4

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 2

Nombre de personnes bénéficiaires 13 037

Domaines d'expertise Eau, hygiène et assainissement

Liste des partenaires bailleurs de fonds Fondation de France
Agence Française de Développement (AFD)

Liste des partenaires opérationnels Association for Rural Social Welfare (ARSOW)

5%
du budget global
de l'association

Programme intégré de reconstruction globale de la vallée de Thangpal, district de Sindhupalchok

Le programme actuel débuté en septembre 2016 pour une durée de 36 mois, s'inscrit dans la continuité d'un premier programme de réponse d'urgence au tremblement de terre de 2015 et comprend 4 volets :

Reconstruction

Soutien à la reconstruction des maisons individuelles :

Le gouvernement népalais a mis en place un service d'aide à la reconstruction (NRA, National Reconstruction Authority), financé par la Banque Mondiale, qui a répertorié toutes les familles ayant perdu leur habitat suite au tremblement de terre, et mis en place un système d'aide à la reconstruction.

Chaque famille a touché une indemnité, éventuellement suivie de deux autres allocations en fonction de la reconstruction (normes antisismiques validées).

En appui et en coopération avec la NRA, TGH et ARSOW proposent :

- Des formations / sensibilisation à la reconstruction antisismique (Build Back Better) ;
- Des chantiers écoles (construction de 6 maisons modèles) ;
- Des formations de techniciens de la reconstruction (80 personnes : maçons, électriciens, plombiers) ;
- Un appui technique permanent dans les villages (417 familles suivies) ;
- Un appui matériel aux familles (distribution de ciment et tôle) ;
- La reconstruction de bâtiments publics et infrastructures ;
(4 maisons communautaires, routes, gabions, réseau de distribution d'eau).



Eau, hygiène et assainissement

Le volet reconstruction, axé sur l'hygiène et l'assainissement, englobe la réhabilitation des réseaux d'eau (domestique et irrigation)

- Construction de latrines publiques (6) et familiales (400) ;
- Soutien à l'intégration de biogaz ;
- Sensibilisation à l'hygiène et à la gestion des déchets dans les collectivités et dans les familles.



Bénéficiaire ayant reçu du matériel et des formations pour la production de miel, kot, district de Sindhupalchok, Népal, ©Eric Martin/TGH

Relance économique

Ce volet s'articule en deux objectifs :

- Soutien aux personnes les plus vulnérables (483 bénéficiaires – petites activités agricoles familiales : maraichage, apiculture, petit élevage) ;
- Soutien à la dynamique économique de la région (production commerciale avec étude de marché, étude des filières, etc.).

Renforcement des capacités du partenaire

Bien qu'impliqué depuis 1992 dans l'aide humanitaire, ARSOW ne gérait jusqu'à présent que de petits projets avec des objectifs simples (distributions essentiellement).

Un plan d'action (mise en place d'outils financiers, logistiques, RH et de gestion de projet) permet de définir les objectifs de renforcement de ses capacités, pour permettre son développement.

TGH accompagne également ARSOW dans la rédaction d'un plan de stratégie sur 5 ans. ■

focus

Le Népal est une jeune république créée après une guerre civile de 10 ans qui a suivi une longue période de royauté conservatrice.

Les premières élections en 2008 ont porté au pouvoir le parti maoïste, et le pays se déchire depuis autour de la nouvelle Constitution, jugée par certains discriminatoire envers les minorités ethniques. En novembre 2013, les élections législatives ont donné la majorité parlementaire au parti du Congrès (tendance socialiste), qui favorise le multipartisme.

En avril 2017, le Népal est entré dans une nouvelle ère politique et sociale en organisant des élections régionales, et en mettant en place un processus de décentralisation donnant aux régions une certaine autonomie. Observées comme un test sur l'assise de la nouvelle république, ces élections ont attesté sa solidité, et renforcé la légitimité du pouvoir en place, donnant à l'international une image de stabilité qui permet l'ouverture de négociations avec ses deux grands voisins (l'Inde et la Chine).

Du temps de la royauté, l'Hindouisme était la religion d'état, et les ethnies pratiquant d'autres croyances (Bouddhisme, Chamanisme, Islam...), étaient fortement discriminées (dont les Tamang, qui représentent 40% des bénéficiaires des actions de TGH). Plusieurs lois ont été adoptées ces dernières années en faveur de ces ethnies et castes, reconnaissant leurs spécificités culturelles, et le processus de décentralisation permet un meilleur contrôle de l'application de ces lois. ■



République centrafricaine

La République centrafricaine (RCA) demeure un pays fragile qui n'a jamais véritablement réussi à se remettre de la crise qui s'est déclenchée en 2012. Meurtrie par plusieurs années de conflit dont l'impact perdure, elle doit faire face à des défis tant structurels que conjoncturels. De multiples foyers de tension et de violence ont vu le jour à travers le pays en 2017, et gagné des régions qui autrefois jouissaient d'une certaine stabilité, détériorant la situation sécuritaire et humanitaire de manière drastique et continue.

Ces violences ont considérablement accru les besoins humanitaires et provoqué des vagues de déplacement que la Centrafrique n'avait plus connues depuis 2014 : plus de 600 000 personnes déplacées internes au mois de novembre 2017, et plus de 500 000 réfugiés dans les pays voisins. Au total, près d'un quart de la population est forcée de vivre hors de chez elle, tandis que la moitié reste dépendante de l'assistance humanitaire. Les besoins prioritaires sont la nourriture, l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène, l'éducation, les abris, les soins de santé, mais également les articles ménagers de première nécessité.



Période d'activité 2007 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 11

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 14

Nombre de personnes bénéficiaires 213 904

Domaines d'expertise Eau, hygiène et assainissement
Éducation et protection
Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Liste des partenaires bailleurs de fonds Programme Alimentaire Mondial (PAM)
Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA)
Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO)
Agence Française de Développement (AFD)
Centre de Crise et de Soutien du Ministère des Affaires Étrangères (CDCS)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Ambassade de France à Bangui
Fondation Air France
Fondation RAJA – Danièle Marcovici
Fondation UEFA pour l'enfance



Rencontre avec les associations de femmes de Birao, Vakaga, RCA, © TGH





Liste des partenaires opérationnels

- Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA)
- Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE)
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural (MADR)
- Union Préfectorale des Associations des Parents d'Elèves (UPAPE)
- Réseau en Faveur des Enfants de la Rue en Centrafrique (RFERC)
- Voix du Cœur
- Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC)
- NOURRIR

18%
du budget global
de l'association



Préfecture de la Ouaka

Les événements sécuritaires qui ont troublé la zone au mois d'août ont inversé la tendance au retour des populations déplacées observée au début de l'année 2016. Les affrontements entre la coalition de la FPRC (Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique) et l'UPC (Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique) ont engendré d'importants mouvements de population. L'arrivée de nouveaux déplacés sur Bambari faisait craindre des conséquences humanitaires désastreuses.

Malgré un léger mouvement de retour observé depuis quelques mois, le nombre de déplacés en Ouaka s'élève à 59 824 personnes selon la Commission Mouvement de Populations (septembre 2016) : 41 069 personnes réparties sur les 11 sites de déplacés que compte la Ouaka (Alternatif, Sangaris, Elevage, NDV, St-Joseph, PK8, Aviation, Cellule Cotton, Pladama PK10, Ngakobo Cité Maîtrise et Ngakobo SUCAF), et 18 755 en familles d'accueil.



Site de déplacé Alternatif, Ouaka, RCA, ©TGH

TGH développe dans cette préfecture une aide d'urgence aux populations déplacées déjà présentes à Bambari et Ngakobo - ainsi qu'à d'éventuels nouveaux déplacés - dans une approche multisectorielle déclinée au travers de différentes actions :

1 – la distribution de vivres

(céréales, légumineuses, huile, sel), avec l'aide du Programme Alimentaire Mondial (PAM) :

- 4 985 ménages déplacés du site de Ngakobo (sites de déplacés et quartiers), soit 912,255 tonnes ;
- 3 944 ménages déplacés de PK8, soit 721,752 tonnes ;
- 5 409 ménages déplacés d'Aviation, soit 989,847 tonnes.

2 – l'eau, hygiène et assainissement (EHA),

avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) / CERF, du Fonds Humanitaire³, Centre de Crise et de Soutien du Ministère des Affaires Etrangères (CDCS) et du Service de la Commission Européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO) :

- pour que les populations déplacées et hôtes bénéficient d'un accès à une eau potable en quantité suffisante et à des aires sanitaires protégées et entretenues, TGH intervient au travers de l'approvisionnement en eau via des camions citernes (water-trucking), la construction de forages à motricité humaine (PMH) ou équipés de pompes immergées, et la chloration de points d'eau. TGH a dû adapter sa réponse à l'augmentation de population sur plusieurs sites de déplacés : les volumes livrés par camion sur certains sites ont notamment été doublés (10m³/j au lieu de 5m³/j) pour atteindre 52 480 bénéficiaires. L'accès à l'assainissement est resté conforme aux standards SPHERE⁴ (une latrine pour 50 personnes) sur l'ensemble des sites (39 910 bénéficiaires). La cible de 60% de population sensibilisée à l'hygiène a été atteinte. L'assainissement est assuré par la construction de latrines d'urgence séparées entre les hommes, femmes et enfants, et de douches d'urgence.
- L'amélioration des conditions de sécurité sur l'axe Alindao a permis l'installation de 8 points d'eau durable pour les populations revenant sur leurs lieux d'origines. Dans le cadre de la convention de partenariat signée avec l'ONG Nourrir, 5 995 personnes retournées ont participé à 68 séances de sensibilisation à l'hygiène.



Distribution de kits sur Axe Alindao, RCA, ©TGH

triangle génération humanitaire rapport 2017

33

3 – l'éducation d'urgence

avec l'aide du Centre de Crise et de Soutien du Ministère des Affaires Etrangères (CDCS) :

- Réhabilitation de 7 écoles pour assurer la sécurité des élèves et la qualité des conditions d'enseignement : réparation de fuites d'eau, mise en place de tableaux muraux... ;
- Réhabilitation ou construction de 10 latrines et points d'eau dans les écoles ;
- Sensibilisation à l'hygiène pour 70% des élèves des écoles ciblées ;
- Fabrication de 500 tables et bancs ;
- Formation de 40 maitres parents ;
- Reconstruction de l'école de la Paix en matériaux durables pour permettre un enseignement sûr et de qualité durant toute l'année (en partenariat avec l'ONG Nourrir).

3 • Mécanisme de financement humanitaire multi-bailleurs géré par OCHA

4 • *Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response*. Cette charte humanitaire définit un ensemble de standards minimums dans des secteurs clés : approvisionnement en eau, assainissement et promotion de l'hygiène, sécurité alimentaire et nutrition, abris, habitat et articles non alimentaires, action sanitaire.



4 – sécurité alimentaire et moyens d'existence :

Pour améliorer la résilience des populations en situation de crise et renforcer la sécurité alimentaire des ménages retournés, TGH, avec l'aide de la FAO, du CDCS et de l'AFD, a distribué 46,5 tonnes de semences vivrières (arachide, maïs et paddy), 3 000 houes Ceylan et 1 500 houes Linda à 1 500 ménages vulnérables, répartis dans les villages sur les deux axes Bambari-Bakala et Bambari-Chimbolo. Ces distributions ont été associées à des formations réalisées en collaboration avec l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA). TGH a acheté leur surplus de semences à 150 ménages localisés sur l'axe de Grimari, qui bénéficient de conditions de culture (accès aux champs, disponibilité en semences) meilleures que sur les axes ciblés par les distributions. La vente de semences leur permet d'écouler leur

production à un prix correct, de s'assurer un revenu, et de reconstituer les circuits de commercialisation pré conflits.

Des abris en matériaux locaux ont été construits pour les animaux avec l'aide de groupements de femmes. Des auxiliaires vétérinaires ont été formés pour assurer les premiers soins et participer à la vaccination des animaux (seconde campagne touchant 944 éleveurs dont 90 éleveurs transhumants et 854 éleveurs sédentaires pour 32 747 têtes d'animaux), leur présence dans les villages garantissant une intervention rapide auprès d'animaux présentant des signes de maladie, réduisant ainsi les cas de mortalité et d'épidémie.

Pour améliorer de façon pérenne l'approvisionnement de la population, TGH a soutenu la filière de transformation locale des produits agricoles en créant ou en renforçant les Activités Génératrices de Revenus (AGR). ■

Bangui

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime à 120 millions dans le monde le nombre d'enfants vivant dans la rue, dont 30 millions en Afrique. Les rares études réalisées sur les enfants des rues en RCA estiment à quelques milliers le nombre d'enfants des rues à Bangui, incluant ceux qui effectuent des va-et-vient entre la maison et la rue⁵.

Avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), la fondation UEFA pour l'enfance, la fondation RAJA-Danièle Marcovici et la fondation Air France, un programme d'éducation /protection est développé à Bangui (République Centrafricaine) et à Brazzaville et Pointe Noire (République du Congo).

Les dispositifs publics d'accompagnement des groupes vulnérables en général - et des enfants en danger en particulier - sont encore peu développés dans ces deux pays. La seule avancée notable dans ce domaine est la création d'un tribunal pour enfants en 2008 en RCA. Divers acteurs de la société civile déjà engagés dans ce champ d'action participent à cette action, pour légitimer TGH auprès des institutions

et renforcer les capacités des intervenants locaux comme la Voix du Cœur, association centrafricaine engagée sur la protection des enfants des rues. L'autonomisation progressive de la structure technique, administrative et financière cette association permettra à terme le transfert du dispositif de protection et de réinsertion des enfants de la rue. ■

5 • « Cartographie de la mobilité et des risques des enfants des rues de Bangui », Jeanne d'Arc KENGNE, UNICEF, Fondation Voix du Cœur et ministère de la Famille et des Affaires Sociales, juin 2005. « Les enfants de la rue à Bangui (Centrafrique): enfance, abandon, sorcellerie », Ceriana Mayneri Andrea & Lejard Thierry, 2013

Préfecture de la Vakaga

Isolée du reste du pays pour des raisons climatiques (routes coupées en saison des pluies) et par la présence d'une ceinture de parcs naturels, la Vakaga est une région à la fois sous-développée, sous-peuplée et très difficile d'accès. Quasiment dépourvue de services publics et d'infrastructures modernes, son isolement est aussi social, politique et économique.

Parmi les préfectures centrafricaines, la Vakaga est celle dont le système éducatif est le plus fragilisé, et ce depuis de nombreuses années. La crise a affaibli un système éducatif déjà très impacté par le départ des enseignants titulaires, la destruction et le pillage de certaines infrastructures, et l'absence de représentation étatique. Bien que le contexte sécuritaire montre une amélioration certaine (selon les rapports INSO⁶, la préfecture de la Vakaga est la moins impactée par des incidents sécuritaires), les besoins humanitaires restent anormalement élevés.

TGH mène donc plusieurs programmes dans divers domaines :

1 – éducation/ protection :

la restauration des services éducatifs de base, déjà initiée lors de précédentes actions conduites par TGH avec l'aide du Fonds Humanitaire s'est poursuivie : construction d'infrastructures scolaires et sanitaires, formation des acteurs éducatifs locaux et sensibilisation des communautés sur l'importance de l'éducation. Les enfants scolarisés dans les écoles ciblées de cette préfecture ont commencé l'année scolaire 2017/2018 dans un environnement sain et sécurisé, les constructions ayant été finalisées avant la reprise des cours.

97 maitres-parents ont été formés sur la protection de l'enfance par l'Inspecteur d'Académie du Nord-Est, le Secrétaire Général et les équipes TGH. Pour assurer la pérennisation des résultats, 25 Associations de Parents d'Elèves (APE) ont été dotées de kits leur permettant de mettre en place des activités génératrices de revenus. Des animatrices ont également été formées pour dispenser des sensibilisations à l'hygiène dans 22 écoles, et le Conseil Préfectoral de la Jeunesse de la Vakaga (CPJVK) a mené des campagnes de sensibilisation sur le retour à l'école et la scolarisation des filles.

Le volet protection de l'enfance a été pérennisé par la mise en place de 25 gouvernements scolaires, proposant aux enfants un espace de parole dédié où ils peuvent aborder des sujets tels que la scolarisation des filles et les droits de l'enfant. Ils ont été dotés en



petits matériels et matériels récréatifs afin de soutenir leur fonctionnement et le développement d'activités au sein de l'école.

2 – la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

La mise en place d'activités génératrices de revenus (production de miel, pêche...), le soutien au secteur de la santé animale (vaccinations) et à la production vivrière et maraichère (kits et formation) réalisés avec l'aide du CIAA, améliorent les capacités locales de résilience et d'absorption des chocs, et en conséquence la sécurité alimentaire des populations.





Campagne de vaccination, Ngakobo, RCA, ©TGH

En collaboration étroite avec l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE) et la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC), TGH a lancé en octobre 2016 la seconde campagne de vaccination, touchant 1914 éleveurs pour 114 410 têtes d'animaux (bovins, caprins et ovins).

La mise en place de centres vétérinaires fixes a largement contribué au maintien en bonne santé du bétail (réduction et limitation de la propagation de certaines maladies). De plus, les campagnes annuelles de vaccinations ont diminué les effets négatifs de la PPCB (péripleurite contagieuse bovine) et de la PPR (peste des petits ruminants). ■



focus

La crise qui a affaibli le système éducatif dans la préfecture de la Vakaga a accru les inégalités d'accès à l'éducation, qui touchent principalement les filles en Centrafrique (déscolarisation massive, mariages et grossesses précoces...).

TGH propose aux jeunes filles déscolarisées un modèle d'éducation alternative au sein de la « Maison Préfectorale de la Femme », à la fois lieu de formation (formation professionnelle, cours d'alphabétisation fonctionnelle et de remise à niveau scolaire) et d'écoute.

120 filles identifiées par les associations de femmes autour de la ville de Bira ont suivi les premiers volets de formation d'une durée de 3 mois, et ont reçu des kits d'insertion pour développer leur activité génératrice de revenus (couture, coiffure ou fabrication de savons).

Tout au long du programme, les capacités des associations de femmes ont été renforcées par des formations de gestion logistique et administrative et sur la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre.

Un mécanisme de plainte et d'écoute a été instauré en parallèle du volet éducation, une permanence gérée par les associations féminines au sein de la Maison Préfectorale de la Femme offre aux femmes qui le souhaitent un espace protégé où se confier.

A l'issue du programme, la gestion de la Maison Préfectorale de la Femme a été transférée aux associations de femmes de Bira. ■



République du Congo

La République du Congo dispose de nombreux atouts pour construire une économie forte : importantes réserves de pétrole, vastes forêts naturelles (près de 22 millions d'hectares) et nombreuses terres arables (10.000.000 d'hectares). Elle possède également un réseau hydrographique très développé, un climat favorable à l'agriculture, une biodiversité reconnue d'importance mondiale pour la régulation des gaz à effet de serre, des ressources minières et une position géographique stratégique en Afrique centrale. Sa façade maritime de 170 km sur l'Océan Atlantique, avec un port en eau profonde à Pointe-Noire, vient compléter cette longue liste d'atouts.

Pourtant, en dépit d'une population relativement peu importante au regard du potentiel de développement que ses ressources naturelles représentent, la République du Congo demeure parmi les états les plus pauvres du globe. Dans ce contexte, la situation des groupes les plus marginalisés se dégrade. Les enfants en situation de grande vulnérabilité – enfants des rues,

enfants incarcérés, enfants en situation de rupture familiale et sociale – sont exposés à des violences multiples, à des abus commis par leurs pairs ou par des adultes (viol, détention arbitraire, vol, exploitation économique...), et à la consommation de drogues, la prostitution ou l'infection par le VIH/SIDA qui aggravent encore leur précarité et leur marginalisation.



Période d'activité 2016 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 0

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 1

Nombre de personnes bénéficiaires 4 200

Domaines d'expertise Education et protection

Liste des partenaires bailleurs de fonds Agence Française de développement (AFD)
 Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne (EuropeAid)
 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
 Fondation UEFA pour l'enfance
 Fondation RAJA-Danièle Marcovici

Liste des partenaires opérationnels Réseau des Intervenants sur le Phénomène de l'Enfance en Rupture (REIPER)
 Caritas



Sensibilisation des gendarmes, Congo, ©TGH

2%
 du budget global
 de l'association





Renforcement des capacités des acteurs locaux en faveur de la protection de l'enfance

En 2017, un programme multi-pays enfants des rues a été développé en RCA et au Congo. TGH travaille avec les enfants vulnérables de Brazzaville et Pointe Noire depuis 2013, avec le soutien financier du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Union Européenne, de fondations privées et de l'Agence Française de développement (AFD). Une antenne mobile

effectue des maraudes dans les rues de Brazzaville et Pointe-Noire en direction des enfants des rues, des animations sont organisées pour les mineurs incarcérés de Brazzaville, les centres d'accueil bénéficient d'une amélioration des conditions sanitaires. Un accompagnement et une remise à niveau scolaire (ou formation professionnelle) sont mis en place pour les mineurs en rupture placés en centre d'hébergement ou en famille d'accueil temporaire pour préparer leur réintégration sociale. Le programme forme les acteurs institutionnels en lien avec la protection de l'enfance sur les dispositifs légaux, et comprend un volet de renforcement des capacités des bureaux de coordination des partenaires et des associations membres, TGH considérant que la collaboration avec un partenaire local est essentielle pour assurer la mise en œuvre des activités, l'atteinte des résultats et la durabilité du programme. ■



focus

Début 2016, une évaluation des besoins de chacune des 21 structures membre du Réseau des Intervenants en faveur des Enfants en Rupture (REIPER) a été réalisée en vue d'améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement sur des postes a priori essentiels, mais pour lesquels les centres d'accueil peinent souvent à dégager des budgets de fonctionnement.

L'activité « Hygiène et Protection » a permis aux 21 structures membres du REIPER de bénéficier d'une aide spécifique permettant d'améliorer l'hygiène et la protection des enfants (conditions d'accueil et d'hébergement). Au premier trimestre, en partenariat avec l'ONG Initiative et Développement (ID) chaque structure a bénéficié d'au moins un cuiseur économe (cuiseur traditionnel conçu et fabriqué au Congo permettant une forte réduction de consommation de charbon). Les équipes d'ID ont assuré la formation du personnel de chaque structure à l'usage et à l'entretien des cuiseurs. Dans un second temps, l'accent a été mis sur l'hygiène corporelle et les conditions de vie des enfants (produits de désinfection des locaux, produits d'hygiène corporelle, matelas et moustiquaires) et sur l'eau potable (filtres, cuves de stockage). Chaque structure membre a reçu une dotation sous forme de kit d'hygiène en clôture de programme, selon le type d'accueil et sa capacité à Brazzaville et à Pointe Noire. ■



Soudan

Le Soudan a subi, dès sa déclaration d'indépendance en 1956, l'une des guerres les plus meurtrières d'Afrique, due aux divergences culturelles, religieuses et politiques entre le Soudan du Nord et le Soudan du Sud.

Malgré l'accord de paix en 2005 et l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, les tensions persistent, la situation sécuritaire et humanitaire reste préoccupante, et les besoins essentiels des populations doivent encore aujourd'hui être pris en charge par les ONG. En 2016, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dénombrait plus de 8 millions de personnes en besoin urgent d'une assistance humanitaire - dont 3,2 millions déplacés internes et 113 790 réfugiés retournés - et 4.6 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Les populations vivant au Darfour sont les premières affectées, le peu d'ONG présentes limitant l'accès à l'aide humanitaire.

Depuis 2011, l'ouverture de nouveaux fronts de combats dégrade également la situation humanitaire dans d'autres régions du Soudan : Sud Kordofan, Nil bleu et est du pays.



Période d'activité 2004 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 4

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 92

Nombre de personnes bénéficiaires 514 131

Domaines d'expertise Eau, hygiène et assainissement

Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Education et protection

Liste des partenaires bailleurs de fonds Sudan Humanitarian Fund (SHF)

Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO)

Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne (EuropeAid)

Ambassade de France

Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA)

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Fonds SUEZ Initiatives



Accompagnement multisectoriel à l'insertion et à l'autonomisation progressive des réfugiés soudanais, RCA © TGH



Liste des partenaires opérationnels : Agence de l'Eau (WES)

Ministère soudanais de l'Agriculture, des Ressources Animales et de l'Irrigation (MoARRI)

Ministère de l'Education (MoE)

Corporation Nationale des Forêts (NFC)

Al Massar Charity Organization

Comité de Paix de Bindizi



17%
du budget global
de l'association

TGH a débuté ses actions dans l'ouest du Darfour en juin 2004, et commencé à travailler dans les zones rurales entre 2005 et 2006, mettant en œuvre des programmes dans les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement et de la sécurité alimentaire, tout en gardant des capacités de réponse à de nouveaux besoins humanitaires (abri, eau, nourriture, biens ménagers essentiels), notamment auprès des populations déplacées.

Les actions de TGH s'attachent à offrir des conditions de vie décentes à l'ensemble des populations, déplacées, retournées ou hôtes.

Un renforcement des capacités des acteurs locaux impliqués dans la protection et la promotion de moyens de subsistance permet une augmentation et une diversification de la production alimentaire, et les ménages les plus vulnérables bénéficient de revenus plus importants et de meilleures opportunités.

Fin 2016 – début 2017, TGH a accompagné la création de 19 associations impliquées dans l'amélioration des capacités locales en matière de sécurité alimentaire, et soutenu la gestion de fermes de démonstration qui partagent avec l'ensemble de la population les meilleures pratiques de culture (préparation de la terre, fabrication d'un compost...). La fourniture d'outils a aidé à plus petite échelle la culture à domicile pour 638 familles, et une assistance financière a été délivrée aux foyers les plus vulnérables par une activité de « Cash for Work », qui inclut les populations locales dans les activités au bénéfice de la communauté (reboisement aux abords des cultures pour



créer des zones ombragées). Les foyers les plus exposés à l'insécurité alimentaire ont quant à eux reçu des kits alimentaires.

La pépinière de Bindizi gère à présent durablement l'approvisionnement en semences, et dispose d'intrants agricoles de façon autonome.

Le phénomène climatique El Niño⁷ a exacerbé les conflits relatifs au foncier. TGH s'attache à apaiser ces conflits, en soutenant le comité de paix de Bindizi (qui gère les tensions entre agriculteurs et éleveurs), en renforçant la sécurité et la diversification alimentaires par la distribution de semences maraichères (pour la saison hivernale) et le développement de « jardins de case », en participant à la diffusion de bonnes pratiques culinaires, et en sensibilisant aux statuts nutritionnels des aliments. Le soutien apporté à une ferme de démonstration a renforcé la vulgarisation de pratiques agricoles améliorées et de moyens de commercialisation de la production. 543,5 kg de graines de légumes ont été distribuées à Mukjar, 1 760 Kg à Um Dukhun ; 1 255 kg à Geneina et Kreinik, ainsi que 781,9 kg de semences à Bindizi.

Pour réduire la mortalité et les maladies dans les communautés vulnérables du Darfour affectées par des urgences chroniques et complexes, diverses actions ont été déployées dans le domaine de l'eau, hygiène et assainissement.

Dans les zones de Zalingei et Geneina, le pré positionnement et la distribution d'une aide d'urgence ont réduit les impacts des aléas climatiques et les problématiques liées aux déplacements des populations, qui ont bénéficié de services en eau, hygiène et assainissement de manière suffisante et sécurisée.

Trois villages situés autour de la ville d'Um Dukhun, impactés par des vagues de déplacements de population, ont reçu des kits contenant des jerrycans, des équipements culinaires et des savons ainsi que des équipements nécessaires à la construction d'abris d'urgence (couvertures, matelas, bâches en plastique) distribués avant la saison des pluies. Ces distributions ont été associées à des actions de promotion de l'hygiène.



Construction du point d'eau durable, Golo, Soudan, ©Lisa Jean / TGH

Dans le Darfour central, un point d'eau durable géré par la communauté a été construit, et des points d'approvisionnement d'urgence en eau ont été réhabilités. Des formations pédagogiques, des distributions de fournitures scolaires et des actions de promotion de l'hygiène ont été déployées dans les écoles pour améliorer les conditions d'apprentissage des enfants. Enfin, un apport de moyens agricoles (outils, semences) et de services (formations, sessions de sensibilisation), a permis l'augmentation des ressources alimentaires et une diversification nutritive en autonomisant les bénéficiaires.

Pour les populations de la ville de Golo, zone reculée et longtemps inaccessible à l'aide humanitaire, impactée par les déplacements de populations en lien avec les

7 • El Niño : phénomène climatique caractérisé par une augmentation anormale de la température des eaux du Pacifique engendrant notamment des épisodes climatiques de sécheresse en Afrique.



affrontements dans la zone du Djebel Marra, des points d'eau durables gérés localement et l'implantation de davantage d'infrastructures

d'assainissement ont permis de réduire les risques sanitaires. ■

focus

Après Geneina dans le Darfour de l'Ouest et Zalingei, Um Dukhun, Bindizi et Mukjar dans le Darfour Central, c'est à Golo, dans le Jebel Marra, zone montagneuse au croisement des Darfour du Sud, du Nord et Central que TGH a ouvert une nouvelle base au Soudan en juillet 2017.

Le Jebel Marra se trouve au cœur d'un conflit entre les Forces Armées Soudanaises et une faction du groupe rebelle l'Armée de Libération du Soudan, et TGH a dû surmonter de nombreux obstacles pour avoir accès à cette localité : routes rocailleuses et montagneuses, nombreuses vallées compliquant l'accès en saison des pluies, réseaux téléphoniques très peu développés rendant les communications difficiles... La principale difficulté est pourtant que cette zone est restée inaccessible aux ONG et autres acteurs humanitaires pendant de nombreuses années, le Gouvernement n'ayant autorisé leur présence qu'à partir de mai 2016 (agences des Nations Unies en premier lieu, puis progressivement aux ONG internationales et nationales) pour de courtes missions d'évaluation uniquement. Depuis début 2017, l'accès humanitaire s'est considérablement amélioré, et TGH a pu obtenir un premier financement en avril 2017 auprès du SHF (Sudan Humanitarian Fund, un fond multi-bailleurs géré par le bureau de la coordination des affaires humanitaires OCHA).

Le premier programme s'est concentré sur une amélioration de l'accès à l'eau et aux services d'hygiène et d'assainissement pour répondre aux besoins vitaux des personnes affectées par le conflit. TGH a installé deux points d'eau durables, réhabilité des puits ouverts, et formé pour leur gestion des comités de gestion de l'eau composés de membres issus de la communauté. TGH a installé un réservoir d'eau et réhabilité une buanderie, 3 salles de bain et 2 latrines dans l'hôpital de Golo, permettant aux patients et au service médical un accès complet à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Des membres de la communauté ont été formés pour déployer des campagnes de promotion de l'hygiène, et des dispositifs de lavage des mains, des latrines et des savons ont été distribués à plusieurs écoles, pour une meilleure sensibilisation et un impact plus durable.

De nombreux besoins urgents – aggravés par l'absence d'assistance humanitaire - ont été répertoriés dans cette zone, où le conflit a fortement affecté les populations. TGH proposera de nouvelles interventions au cours de l'année 2018. ■



Timor Leste

Peu connu du grand public, le Timor Leste a une histoire complexe, et sa population a vécu de nombreuses périodes de troubles. Colonisé par le Portugal durant quatre siècles, ce jeune pays a été ensuite envahi et occupé par l'Indonésie pendant 25 ans, subissant une politique de répression sanglante contre les opposants qui a coûté la vie à plus de 250.000 Est-Timorais dans les combats, les famines orchestrées, et de vastes plans de transmigration des îles surpeuplées de Java et de Sumatra visant à supplanter le nombre de natifs. Placé sous gestion administrative transitoire de l'ONU, le pays est devenu officiellement indépendant en 2002, et stable en 2008.

Les programmes menés par les ONG nationales, internationales et par les bailleurs de fonds ont considérablement amélioré les conditions de vie des Timorais. Le pays se concentre à présent sur sa construction et sa stabilisation. Le mauvais état des routes, l'absence d'électricité et d'eau

potable restent problématiques dans certaines régions et freinent l'accès à la santé, à l'éducation et à l'emploi. De plus, la centralisation des moyens à Dili, la capitale, incite à l'exode rural (+ 87% d'habitants en 20 ans) et provoque un sentiment d'isolement et d'abandon dans le reste du pays.



Période d'activité	2005 à aujourd'hui
Nombre de personnes expatriées	3
Nombre de personnes recrutées dans leur pays	0
Nombre de personnes bénéficiaires	10 812
Domaines d'expertise	Education et protection
Liste des partenaires bailleurs de fonds	Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne (EuropeAid) Fondation RAJA-Danièle Marcovici Ambassade de France en Indonésie et au Timor oriental
Liste des partenaires opérationnels	Psychosocial Recovery and Development in East Timor (PRADET) Casa Vida Rede Feto The Communication Forum for East Timorese Women (FOKUPERS) Partenaires étatiques Timorais : Secrétariat d'Etat pour la Promotion de l'Egalité (SEPI), Ministère de la Solidarité Sociale (MSS)
% du budget global de l'association	Terminé début 2017, l'incidence budgétaire du programme n'est pas significative.





Vers un renforcement de la société civile pour une meilleure protection des femmes et des enfants victimes de violences

L'occupation violente et l'intensité du conflit pour l'indépendance ont laissé d'importantes séquelles, notamment dans les comportements à l'encontre des femmes et des enfants. Les violences basées sur le genre sont très répandues selon l'évaluation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), près de 40% des femmes sont victimes de violences, et 86% des femmes et 81% des hommes estiment qu'un mari a légitimement le droit de battre sa femme.

Depuis quelques années, le gouvernement tente d'endiguer cette violence en améliorant les mécanismes de protection des femmes et enfants en danger. En juillet 2010, une loi contre la violence domestique a été promulguée, et un réseau de prise en charge des victimes impliquant des services de l'État et les acteurs de la société civile a été mis en place. Les droits restent malgré tout méconnus, et l'accès à l'aide juridique très limité.

Les acteurs doivent renforcer leurs compétences et leurs capacités dans la gestion des structures et dans l'accompagnement social et psychologique des victimes. La coopération entre les services de l'État et la société civile doit également être renforcée, et la communauté mieux sensibilisée. Il n'existe actuellement aucune formation universitaire dans le domaine social et psychosocial, les travailleurs sociaux se basent sur leur propre expérience sans socle théorique.

TGH collabore avec quatre associations locales et les autorités timoraises sur un plan d'action comprenant des sessions de formation théorique et pratique dans le domaine organisationnel, financier et technique. L'amélioration de la prise en charge des victimes s'appuie sur la formation des travailleurs sociaux à la prévention, à la prise en charge et au soutien psychologique, sur le développement et la standardisation d'outils communs de suivi



Enfants à Tibar, Timor Leste, ©TGH



Session de sensibilisation contre les violences domestiques, Timor Leste, ©TGH

de prise en charge, et sur des activités spécifiques de soutien à la réinsertion.

Des actions de sensibilisation et de communication sur le changement de comportement sensibilisent les Timorais aux droits des femmes et des enfants, et les informent

sur les mécanismes de protection existant dans le pays. Des formations sont également dispensées aux principaux acteurs en relation avec les victimes (autorités locales de district, employés des ministères). ■

focus

Une page de l'histoire de TGH se tourne. Après 12 ans d'interventions, l'association a décidé de clore son programme au Timor-Leste en janvier 2017.

Depuis 2005, TGH a déployé 17 actions auprès des populations vulnérables dans les domaines de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (EHA) ainsi que de l'éducation et de la protection.

Le partenariat de TGH avec les ONG locales Fokupers, Rede Feto, Pradet et Casa Vida a pourvu ces dernières en capacités et sources de financement pour poursuivre leur participation au relèvement du pays.

Fokupers, fondée en 1997, mène des activités de plaidoyer, offre une assistance et un lieu protégé pour les femmes, organise des sessions d'information et de sensibilisation au sein des communautés. Rede Feto est un réseau regroupant 24 associations locales de femmes luttant pour l'égalité et l'autonomisation via le lobbying, le travail en réseau et le renforcement des compétences. Le réseau organise des activités de plaidoyer, anime des groupes de travail sur les problématiques des femmes et renforce les capacités des organisations membres. L'association

Pradet assure un suivi psychosocial des victimes, dispose d'une « safe room » à l'hôpital de Dili pour les femmes victimes de violence, et met en place un programme d'accompagnement pour les jeunes condamnés par la justice. Enfin, l'association brésilienne Casa Vida gère 2 foyers d'accueil d'urgence et de réinsertion pour les filles mineures victimes de violence, et un café-restaurant d'application où certaines jeunes filles reçoivent une formation en cuisine et service de table. ■



Dernier repas, Timor Leste, ©TGH

Ukraine

Partagée entre l'influence économique et politique de la Russie et la volonté de s'en émanciper via un rapprochement avec l'Union Européenne, l'Ukraine connaît fin 2013 un nouvel épisode de crise politique.

Le refus du président Victor Ianoukovitch de signer l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne provoque une importante vague de protestations et des manifestations massives qui entraînent sa destitution. La Crimée, majoritairement russophone, déclare son indépendance et organise un référendum en vue d'un rattachement à la Russie, concrétisé en 2014. Plusieurs autres provinces à forte population russophone se soulèvent alors, tentant à leur tour d'organiser des référendums

d'autodétermination. C'est le cas de la région du Donbass, à l'est de l'Ukraine, où les combats se poursuivent malgré le cessez-le feu signé en février 2015 et régulièrement renouvelé depuis. Le bilan déjà lourd s'aggrave, et les personnes déplacées internes, résidentes des zones sous contrôle séparatiste pauvrement approvisionnées, ou piégées dans la buffer zone sont affectées, tout comme les habitants des villages situés au milieu des lignes de défense, encore régulièrement bombardés.

Période d'activité 2015 à aujourd'hui

Nombre de personnes expatriées 3

Nombre de personnes recrutées dans leur pays 5

Nombre de personnes bénéficiaires 13 000

Domaines d'expertise Sécurité alimentaire et moyens d'existence
Eau, hygiène et assainissement

Liste des partenaires bailleurs de fonds Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Centre De Crise et de Soutien du Ministère des Affaires étrangères (CDCS)
Fondation Pope for Ukraine

Liste des partenaires opérationnels Country of Free People (CFP)

3%
du budget global
de l'association



Triangle Génération Humanitaire a mené en 2015 plusieurs évaluations des besoins et a débuté son action en mars 2016, choisissant - plutôt qu'une aide alimentaire en nature - de mettre en place un système de distribution de

coupons alimentaires. Par la suite, le constat a été fait que d'autres besoins basiques, comme la santé et l'hygiène, étaient désignés par les bénéficiaires comme prioritaires. TGH a donc complété la distribution par de nouveaux cou-



Magasin partenaire de Mironivskiy (Kamella), Donbass, Ukraine, ©TGH



Nouveau round de coupons électroniques, Donbass, Ukraine, ©TGH

pons, qui peuvent être utilisés pour l'achat de produits non alimentaires (hygiène, chauffage...). Ces coupons sont distribués aux familles vulnérables identifiées vivant le long de la ligne de contact en zone gouvernementale et séparatiste. La sélection des bénéficiaires prend en compte le revenu, ce qui permet de s'adresser à des catégories de personnes souvent exclues des programmes humanitaires car considérées comme moins vulnérables que d'autres, bien que leurs revenus restent bas. En 2017, TGH a mis en place des actions « coupons contre travail », distribués sous réserve de la participation des bénéficiaires à des activités présentant un intérêt pour la

communauté (petits travaux de réhabilitation de routes ou de bâtiments publics par exemple), et/ou permettant de reconstruire la cohésion sociale (interventions auprès de personnes à mobilité réduite et/ou isolées, d'enfants...). Ces actions sont définies par Country of Free People (CFP), TGH et les administrations locales. Les familles les plus vulnérables (comprenant des personnes handicapées et/ou souffrant de maladie chronique) reçoivent une allocation supplémentaire sous la forme de coupons monétaires à échanger contre des liquidités auprès de deux opérateurs bancaires identifiés en amont du programme. ■

focus

L'aide alimentaire en nature est la modalité la plus couramment utilisée dans la réponse humanitaire, mais elle a toutefois ses limites. L'organisation logistique importante qu'elle nécessite la rend onéreuse, elle ne permet pas au bénéficiaire de choisir lui-même les biens consommés, et elle ne stimule pas le tissu économique local.

TGH a donc choisi de mettre en place des transferts monétaires, modalité flexible offrant un choix plus large au bénéficiaire puisqu'elle lui permet d'accéder à différents biens ou services de consommation.

Un système dématérialisé par téléphone mobile a été instauré auprès d'épiceries partenaires. Le bénéficiaire reçoit par SMS le montant de son coupon, ainsi qu'un code qu'il transmet au commerçant afin de finaliser l'échange. Le coupon peut être dépensé en plusieurs fois, le bénéficiaire suit alors ses paiements grâce aux SMS envoyés après chaque achat lui indiquant la somme restante. Un logiciel rend possible un suivi régulier des dépenses et permet de mesurer la qualité de l'action grâce à des analyses constantes.

Les coupons sont soit uniques soit multi usages, laissant le choix aux bénéficiaires de les utiliser pour l'achat de produit alimentaires ou non alimentaires (produits d'hygiène, médicaments, chauffage...) Les prix sont fixés dans le cadre d'un contrat de partenariat avec les commerçants, qui interdit la vente d'alcool et de tabac.

Cette méthode permet d'apporter une assistance d'urgence aux familles, tout en soutenant l'économie locale par l'injection de liquidités dans les commerces locaux de la zone. ■

LES PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2018



Signature de l'accord de partenariat entre le Croissant Rouge Arabe Syrien (SARC) représenté par Khaled Hbouhadi (à gauche) et TGH représenté par Patrick Verbruggen (à droite), Damas, Syrie, ©Serge Gruel / TGH

L'année 2017 a vu se renforcer la présence de TGH au Moyen-Orient, région de longue date en proie à l'instabilité et dont la crise syrienne, puis l'irruption de l'auto-baptisé « État islamique », ont dramatiquement touché les populations. Outre le développement de ses activités en Irak (voir page 21), TGH a poursuivi son travail d'installation au Liban et en République Arabe Syrienne, deux pays présentant des besoins humanitaires immenses, mais également des contextes et conditions d'installation complexes.



Plus de 1,5 million de Syriens ont trouvé refuge au Liban, soit plus du quart de la population totale du pays. Installés dans des dizaines de camps informels ou dans les zones urbaines dont ils constituent souvent le groupe le plus pauvre, ils ne survivent pour la plupart que grâce à l'aide internationale massive qui s'est organisée. Cet afflux de populations paupérisées pèse par ailleurs lourdement sur les services publics et pénalise l'accès à l'emploi des Libanais les plus vulnérables, concurrencés par une main d'œuvre abondante et bon marché. La cohésion sociale du Liban est menacée, et requiert des interventions en faveur des plus fragiles, qu'ils soient Syriens ou Libanais. Dans les mois et années à venir, TGH inscrira son action au bénéfice des moyens d'existence des plus démunis, et des actions de formation professionnelle sont, dans cette perspective, en cours d'élaboration. Sept années de conflit ont littéralement ravagé la Syrie. Les infrastructures, détruites ou dysfonctionnelles, n'assurent plus les services de base à une population elle-même soumise à des bouleversements démographiques – plus de

6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays - et faisant face à une crise économique sans précédent accentuée par les sanctions internationales. Les intérêts de puissances étrangères qui se livrent en Syrie à une guerre par procuration n'augurent aucune amélioration rapide de la crise humanitaire aigüe qui frappe les populations. Si les besoins sont considérables, l'intervention des organisations humanitaires demeure un défi : aux problématiques d'accès aux populations s'ajoutent les fortes réticences de nombreux bailleurs de fonds à soutenir des programmes d'assistance en Syrie gouvernementale, par crainte d'apporter un soutien indirect à un gouvernement qu'ils condamnent : les considérations politiques font ainsi irruption dans le champ humanitaire, qu'on en croyait protégé. Dans ce contexte complexe, TGH, officiellement autorisée à opérer en Syrie en mai 2017, élabore des programmes dans les secteurs de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement, de l'éducation et de la protection, en s'efforçant de combiner réponse d'urgence et restauration des services essentiels. ■

“ L’expertise de partenaires privés au service de projets humanitaires ”

Indépendamment de ses partenaires bailleurs de fonds et partenaires opérationnels, TGH a noué des relations privilégiées et construit des partenariats riches en expertise et valeur ajoutée au service de ses actions.



Depuis plus de 20 ans maintenant, **Argon Consulting** et ses 230 consultants accompagnent les entreprises et leurs dirigeants dans leurs projets de transformation opérationnelle. L’offre historique d’Argon Consulting se base sur les fonctions Supply Chain et Logistique. Elle s’est progressivement développée sur l’ensemble de la chaîne opérationnelle (R&D, Achats, Manufacturing, Fonctions Support, Relation Clients, Change Management...) et plus récemment sur les innovations digitales (IoT, Data Science, Automatisation Robotique). Argon est présent à Paris, Londres, Atlanta, Singapour, Mumbai & Melbourne.

Le partenariat entre TGH et Argon Consulting est né en 2013. Il s’est développé dans de nombreux pays (République du Congo, Birmanie, Kurdistan Irakien...) autour de la mise à disposition de l’expertise de l’entreprise au service de projets humanitaires. Un bel exemple de collaboration ONG/entreprise œuvrant ensemble dans le respect de leur différence au service des populations en difficulté.

En 2017 les consultants d’Argon ont réalisé deux diagnostics organisationnels, l’un au Soudan dans le contexte spécifique de programmes impliquant plusieurs bases opérationnelles éloignées du bureau de coordination, l’autre au Népal dans le cadre du renforcement des capacités de l’Association for Rural Social Welfare (ARSOW), notre partenaire népalais.

<https://www.argon-consult.com/fr>



L’Alliance des Avocats pour les Droits de l’Homme (AADH) délivre depuis 9 ans une expertise juridique gracieuse et quotidienne à plus de 140 ONG et associations de défense des Droits de l’Homme et de l’Enfant, ainsi qu’à des centaines de personnes vulnérables. L’AADH répond à toute demande juridique, qu’il s’agisse de droit social, fiscal, en propriété intellectuelle, d’analyse de droit comparé... sous forme de mémoires, consultations et formations, et assiste et/ou représente en justice les ONG et victimes de violations des droits fondamentaux (enfants, peuples autochtones, femmes...). L’AADH fédère plus de 26 000 avocats pro bono dans le monde - dont plus de 2 000 à Paris - tous unis par la volonté de partager leur expertise au profit de ceux qui ne peuvent accéder à leurs services, de s’impliquer dans les causes porteuses de sens et de valeurs que défendent les ONG et associations, de renouer avec les racines de leur profession, de sortir de leur zone de confort.

Le partenariat entre TGH et l’AADH est né en 2015. La transformation du système international, la complexité exponentielle des crises, la pression administrative et institutionnelle croissante, la diversité des contextes et des acteurs imposent à TGH d’évoluer dans des cadres juridiques multiples et des

normes changeantes. Un rapprochement avec les professionnels du droit est essentiel, l’AADH nous apporte une fonction support indissociable de nos actions de terrain.

<http://aadh.fr/>

“ Cafés humanitaires ”

Depuis octobre 2016, Triangle Génération Humanitaire organise chaque trimestre des cafés humanitaires. Ouverts au grand public, ces temps de rencontre et de partage permettent d'aborder des questions humanitaires transversales, de rencontrer les équipes terrain et d'échanger avec elles. Les discussions sont animées et éclairées par les expatriés de retour de mission.

2017 a été rythmé par trois cafés humanitaires :

- **Janvier 2017** : « Travailler en Ukraine » avec Gabriel Mouche, chef de projets et Romain Sztark, responsable de missions.
- **Mai 2017** : « Travailler au Kurdistan irakien » avec Nicolas Teuma, pôle technique sécurité alimentaire et Thomas Boudant, responsable de missions
- **Novembre 2017** : « Travailler au Népal » avec Véronique Mondon, cheffe de mission et Nilesh Nakarmi, assistant de mission népalais.

TGH poursuivra son cycle de cafés humanitaires en 2018.

info



Café Humanitaire RCA, Café de la Cloche, Lyon © Didier Dematons

L'association est membre de **Coordination Sud**, de la **Coordination Humanitaire et Développement (CHD)** et du **Groupe de concertation humanitaire***. Elle est signataire du Contrat Cadre de Partenariat avec le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et de l'accord de partenariat opérationnel (FAOP) avec l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

* Mis en place en 2013, dans le cadre de la première «stratégie humanitaire» de la République française (2012-2017), le groupe de concertation humanitaire est une enceinte d'échanges et de dialogue suivis entre le ministère et les représentants des principales ONG françaises, animée par le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

info



LES RESSOURCES HUMAINES

AU 31 DÉCEMBRE 2017



“ L'équipe au siège national de l'association ”



Christian Lombard



Patrick Verbruggen

Directeurs



Jean-Luc Jouhaneau

Adjoint de direction



Ivan Deret

Responsable programmation et qualité des opérations



Régis Dondain



Loïc Ratton

Chargés de gestion de programmes



Mounir Attallah

Responsable de gestion de programmes



Laure Maynard

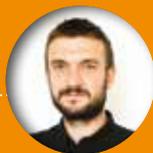
Chargée des ressources humaines



Alexandra Bourdekas

Responsable des ressources humaines

Responsables de missions



Thomas Boudant



Eric Martin



Gaël Conan

Chargé de programmes



Gabriel Mouche

Référents techniques



Gilles Groizeleau



Julien Racary



Nicolas Teuma

Comptable



Sylvie Houel

Assistante administrative



Sarah Pahin-Mouroit

Assistant logistique et services généraux



Frédéric Crousaz

Agent d'entretien



Saliha Djemai

“ Sur nos terrains d'action, nos équipes expatriées sont généralement composées d'un chef de mission, d'un administrateur et de chefs de projet. En 2017, 100 salariés expatriés ont pris part aux activités de l'association aux côtés de 559 collaborateurs recrutés dans leur pays d'origine. ”

“ Le Conseil d’administration de l’association ”

Les membres du Conseil d’administration sont élus par l’Assemblée générale annuelle pour une période de 3 années renouvelables. Les membres du Conseil exercent leur fonction bénévolement. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Chaque Conseil est précédé d’une réunion de Bureau qui prépare, avec la direction générale de l’association, les réunions du Conseil d’administration.

Charline Alzial

Consultante en communication

Victor Berard

Ancien expert-comptable et commissaire aux comptes

Catherine Béthenod

Hypno thérapeute

Olivier Brachet

Ancien vice-président de la Métropole de Lyon

Christophe Cloarec, **Secrétaire Adjoint**

Informaticien

Didier Dematons

Réalisateur de films documentaires

Patrice Houel, **Président**

Consultant en management

Yves Le Sergent, **Trésorier**

Administrateur d’entreprises culturelles

Stéphane Mercado

Employé Decaux

Philippe Merchez

Photographe et enseignant

Monique Montel

Ancien cadre du secteur médicosocial

Bernard Mourenas

Consultant informatique

Bertrand Quinet, **Secrétaire**

Responsable de formation – Institut Bioforce Développement

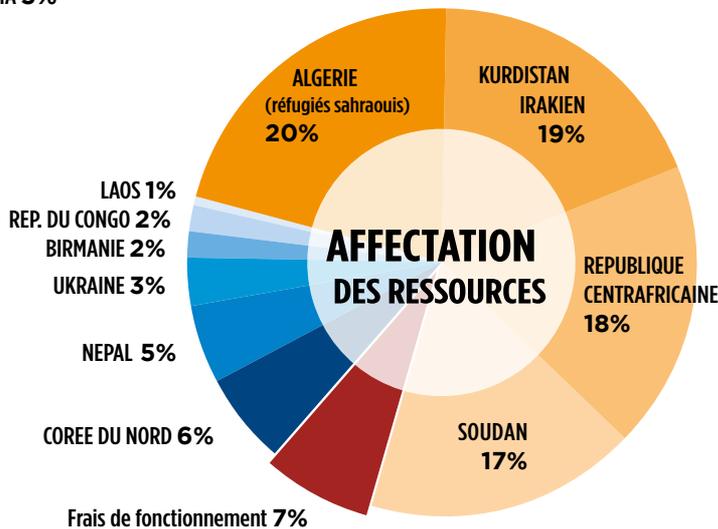
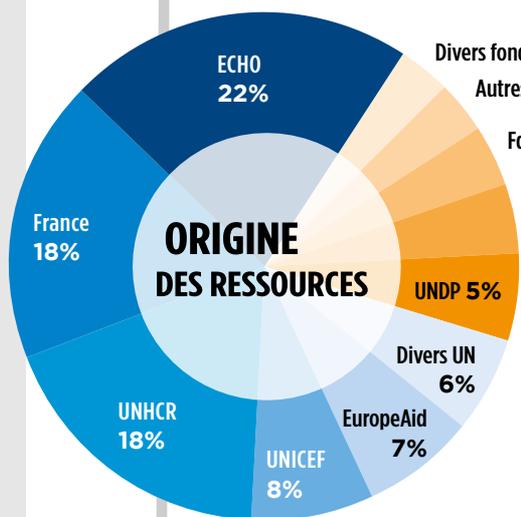
Véronique Valty, **Vice-Présidente**

Consultante en communication

Deux Commissions mixtes, composées de membres du Conseil et de salariés de l’association, se réunissent régulièrement pour préparer les dossiers qui seront soumis au débat et/ou au vote du Conseil. Ces Commissions techniques Programmation et Communication, n’ont pas de rôle décisionnaire. Elles ont par ailleurs, avec les membres du Bureau (président, trésorier et secrétaire), une fonction de contrôle interne et de prévention des risques.

ORIGINE ET AFFECTATION DES RESSOURCES

BUDGET 2017 : 15 437 K€



■ **ECHO** : Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile ■ **France** : Comité Interministériel d'Aide Alimentaire (CIAA) - Aide Alimentaire Programmée (AAP) de la France - Agence Française de Développement (AFD) - Centre de crise et de soutien (CDCS) du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) - Région Auvergne-Rhône-Alpes ■ **UNHCR** : Agence des Nations Unies pour les réfugiés ■ **UNICEF** : Fonds des Nations unies pour l'enfance ■ **EuropeAid** : Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne ■ **Divers UN** : Fonds humanitaire commun pour le Soudan (SHF) - Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) - Programme Alimentaire Mondial (PAM) - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ■ **UNDP** : Programme des Nations unies pour le développement ■ **OCHA** : Bureau de la coordination des affaires humanitaires ■ **FdF** : Fondation de France ■ **Autres** : Organisation internationale pour les migrations (IOM / Fonds USAID) - GRET - Agence de coopération internationale de la Confédération suisse (SDC) - ACTED - Ambassade du Royaume Uni en Corée du Nord - Agences de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et Adour-Garonne - Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF) - Ambassades de France en République Centrafricaine - Produits divers et financiers, dons et cotisations ■ **Divers fonds privés** : FRENTEC - Fondation UEFA pour l'enfance - The Pope for Ukraine - Fondation RAJA-Danièle Marcovici - Fondation Air France - Fonds SUEZ initiatives.

■ Le montant des **contributions volontaires en nature s'élève à 946 K€** (non inclus dans le budget ci-dessus). Ces contributions proviennent des agences des Nations Unies (PAM, FAO, UNHCR et UNICEF) pour la fourniture de produits alimentaires et non alimentaires, matériel et d'intrants en République Centrafricaine, au Soudan et au Kurdistan Irakien et du mécénat de compétences (voir en page 51) avec Argon Consulting et l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme (AADH).

BILAN ACTIF	31/12/17			31/12/16
	Brut	Amort. & Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	2 274	1 117	1 157	
Immobilisations corporelles				
Constructions	220 000	140 049	79 951	94 603
Autres immobilisations corporelles	466 520	422 986	43 534	41 023
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	7 826		7 826	5 813
TOTAL	696 620	564 152	132 468	141 439
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	2 250		2 250	1 670
Créances d'exploitation				
Créances usagers et comptes rattachés	4 085		4 085	
Autres créances	6 489 963	31 957	6 458 006	9 630 729
Disponibilités	2 242 833		2 242 833	1 607 122
Charges constatées d'avance	23 698		23 698	18 191
TOTAL	8 762 829	31 957	8 730 871	11 257 711
TOTAL GENERAL	9 459 448	596 109	8 863 340	11 399 150

BILAN PASSIF	12/31/2017	12/31/2016
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Report à nouveau	1 042 193	743 436
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	83 386	298 757
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	9 896	14 229
TOTAL	1 135 475	1 056 422
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	80 169	50 027
TOTAL	80 169	50 027
DETTES		
Facilité de caisse Crédit Coopératif	240 000	240 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	116 545	127 404
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	364 310	303 709
Dettes fiscales et sociales	157 136	136 657
Produits constatés d'avance	6 769 705	9 484 931
TOTAL	7 647 696	10 292 701
TOTAL GENERAL	8 863 340	11 399 150

COMPTÉ DE RESULTAT	31/12/17	31/12/16
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Subventions d'exploitation	15 311 536	16 339 084
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	19 869	
Collectes	7 463	8 338
Cotisations	360	270
Autres produits	21 420	17 203
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	15 360 648	16 364 895
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	12 339 621	13 723 127
Impôts, taxes et versements assimilés	73 174	86 829
Salaires et traitements	1 829 466	1 702 453
Charges sociales	676 152	588 394
Dotations aux amortissements sur immobilisations	36 756	41 802
Dotations aux provisions pour risques et charges	50 011	19 869
Autres charges	750	1 288
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	15 005 931	16 163 761
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	354 718	201 134
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	5 040	36 318
Différences positives de change	70 622	113 517
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	75 662	149 836
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	12 805	23 959
Différences négatives de change	334 694	44 312
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	347 499	68 271
1 - RESULTAT FINANCIERS	-271 837	81 564
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	82 881	282 698
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	505	16 058
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	505	16 058
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	505	16 058
TOTAL DES PRODUITS	15 436 816	16 530 789
TOTAL DES CHARGES	15 353 430	16 232 032
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	83 386	298 757
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	83 386	298 757
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Prestations en nature	90 839	
Dons en nature	855 323	1 424 551
TOTAL	946 162	1 424 551
Charges		
Mise à disposition gratuite de biens	855 323	1 424 551
Prestations en nature	90 839	
TOTAL	946 162	1 424 551

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS EN 2017



Merci à l'Ambassade de France en République Centrafricaine, à l'Ambassade du Royaume-Uni en Corée du Nord, à tous nos donateurs, adhérents et bénévoles.



Organisation de solidarité internationale

1 rue Montriloud 69009 Lyon • T : +33 [0]4 72 20 50 10 • F : +33 [0]4 72 20 50 11
info@trianglegh.org • www.trianglegh.org

Association loi 1901 créée en 1994, enregistrée à la Préfecture du Rhône N°W691052256

